RAPPORT SPÉCIAL DU CESA

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Progrès en matière de stabilité et de réconciliation en Guinée-Bissau : Enseignements tirés du premier narco-État d'Afrique

Davin O'Regan et Peter Thompson

Juin 2013



Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique fait avancer la politique étrangère et sécuritaire des États-Unis en renforçant la capacité stratégique des États africains de cerner et de résoudre les défis qui se posent en matière de sécurité, et ce conformément à la promotion de la coopération civilo-militaire, au respect des valeurs démocratiques et à la défense des droits de l'homme.

Progrès en matière de stabilité et de réconciliation en Guinée-Bissau : Enseignements tirés du premier narco-État d'Afrique

Rapport spécial du CESA no. 2

Juin 2013

Centre d'études stratégiques de l'Afrique
Washington, D.C.

Les opinions, conclusions et recommandations exprimées ou implicites sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du ministère de la Défense ou de tout autre organisme du gouvernement fédéral des États-Unis. Approuvé pour être distribué publiquement; distribution illimitée.

Des parties de ce travail peuvent être citées ou reproduites sans permission, à condition que la source soit créditée. Le CESA acceptera volontiers toute copie reproduite ou mentionnant ledit travail.

Première impression : Juin 2013.

Pour d'autres publications du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, veuillez consulter le site Internet : http://fr.africacenter.org.

Contenu

Résumé analytique....1

Aggravation du cycle de crises et débordement régional....3

Politisation de l'armée....6

Le gagnant rafle toute la mise....11

Armes à feu, drogue et revenus illicites....18

Concurrence le long des lignes ethniques....24

Méfiance vis-à-vis des partenaires internationaux....27

Analyse : d'États fragiles à narco-États....32

Recommandations....37

- Réformes politiques et de gouvernance....37
- Faire face au passé....39
- Dépolitisation de l'armée....40
- Inverser le narco-État....44
- Mise sous pression des éléments perturbateurs....47
- Responsabilisation de la société civile et des médias indépendants....48
- Harmonisation des approches internationales....48

Conclusion....51

Notes....53

À propos des auteurs....57

Resumé analytique

Une série de crises qui s'étendent sur plus de dix ans ont fait de la Guinée-Bissau l'un des États les plus fragiles du continent africain. Et ce cycle récurrent de violence politique, d'instabilité et de gouvernance paralysée s'est accéléré ces dernières années, principalement à la suite d'un coup d'État militaire en avril 2012. Tirant profit de cette volatilité, les réseaux de trafic se sont assurés les services de dirigeants politiques et militaires clés pour transformer le pays en une plaque tournante de commerce illicite, et plus particulièrement pour le marché international de la cocaïne et les milliards de dollars qu'il représente. Cette situation a directement contribué à l'instabilité au Sénégal, en Guinée, au Libéria, au Mali, en Mauritanie et au Nigéria, ainsi que dans d'autres pays africains. Par ailleurs, des groupes européens comme africains issus du crime organisé ont mis en place des liens avec le secteur commercial du pays. Attirés par ces activités lucratives, Al-Qaïda au Maghreb islamique et d'autres groupes militants d'Afrique de l'Ouest se sont également associés au trafic bissau-guinéen. Le pays, devenu carrefour régional d'instabilité, est aujourd'hui communément décrit comme le premier narco-État du continent.

Les réponses aux crises bissau-guinéennes ont eu souvent tendance à être de courte durée et à négliger les profondes faiblesses et vulnérabilités institutionnelles du pays. Bien que les partenaires régionaux et internationaux du pays aient condamné les affrontements avec l'armée, les coups d'État et la série d'assassinats qui se sont produits dans le pays, appelant au lancement d'enquêtes ou à des élections de transition, les véritables réformes ont été rares. Bien souvent, un grand nombre de responsable de ces crises conservent, voire étendent leur influence et leur emprise. En parallèle, la croissance économique est épisodique, les indicateurs de développement humain stagnent et une catastrophe humanitaire se profile à l'horizon, mettant les vies de 300 000 personnes en danger. Vu la nature sensationnelle de ces crises, les moteurs de l'instabilité sont constamment négligés, notamment un système politique marqué par la concentration de l'autorité entre les mains de l'exécutif et un secteur de la sécurité qui a progressivement étendu sa participation en politique. D'où la réémergence inévitable des crises. Si, à l'origine, les trafiquants de stupéfiants avaient ciblé la Guinée-Bissau en raison des faiblesses de ses systèmes de surveillance et de sa gouvernance, le trafic de drogue a fortement aggravé ces moteurs d'instabilité tout en en multipliant d'autres.

Malgré les sérieux défis auxquels fait face la Guinée-Bissau, les bases de la réforme ont été posées par les institutions démocratiques et les acteurs de la société civile, qui sont en train d'émerger dans le pays. Des médias indépendants, plusieurs éminents groupes de défense des droits de l'homme bien organisés, une police plus efficace et un corps législatif national ayant démontré son influence à certaines occasions – autant d'éléments constitutifs d'un réseau potentiellement vital en faveur de la réforme. Cependant, ces acteurs de la société civile et ces réformateurs indépendants subissent la pression grandissante de dirigeants politiques et militaires toujours plus enhardis qui se sont approprié les recettes de plus en plus importantes des différents trafics.

Au cœur de l'instabilité de la Guinée-Bissau se trouve son système politique selon lequel le gagnant rafle toute la mise. Pour rompre son cycle de violence et d'instabilité, la Guinée-Bissau devra mettre en place des freins et des contrepoids afin de réduire la concentration de l'autorité entre les mains du président, notamment en codifiant le rôle des autres branches de l'État en matière d'autorisation des dépenses publiques et des nominations au sein de l'administration. Les forces armées quant à elles devront 'se soumettre à un contrôle objectif et équilibré de leur gestion et de leur mission. Pour se transformer en acteur constructif, cette institution très hiérarchisée devra mettre à jour ses stratégies de promotion, de départ en retraite et de recrutement de manière à créer une structure de force plus dynamique, équilibrée au niveau ethnique et basée sur le niveau des menaces. De même, la stabilisation du pays nécessitera la protection des acteurs de la société civile, car ils représentent les moteurs du changement interne. Les réformes institutionnelles dans les sphères politiques et militaires dépendront des efforts de réconciliation entrepris pour réparer les divisions entre les membres de l'élite et entre l'État et la société après des années de violations, de coups d'État, de meurtres et de machinations politiques sans issue.

Étant donné le niveau de polarisation en Guinée-Bissau, la stabilisation ne saurait être atteinte par des efforts uniquement nationaux et nécessitera l'engagement soutenu des partenaires internationaux. En outre, si l'on perçoit souvent les problèmes du pays comme uniquement nationaux, son instabilité fait partie d'une menace criminelle transnationale qui a un impact sur la sécurité régionale et internationale. Par conséquent, les États voisins, tout comme l'Europe et les États-Unis, ont tout intérêt à voir le pays se stabiliser. Pour progresser dans ce sens, les partenaires internationaux doivent développer leurs efforts pour identifier et interdire la circulation de drogue en vrac par voies maritime et aérienne à destination de l'Afrique transitant par la Guinée-Bissau. Ils doivent également enquêter sur les réseaux de trafic et lancer des poursuites en la matière, dans la mesure où un grand nombre d'entre eux possèdent manifestement des actifs et des bases opérationnelles qui s'étendent bien au-delà de la Guinée-Bissau. La lutte contre les trafics à l'intérieur du pays exigera un engagement multinational compétent pour reconstruire le système judiciaire, les services chargés de l'application de la loi et les cadres juridiques et réglementaires y afférents. Un tel effort pourrait s'inspirer de l'exemple unique que constitue l'initiative conjointe de lutte des Nations Unies et du Guatemala contre le crime organisé et de renforcement des capacités publiques de lutte contre la criminalité.

Les efforts de stabilisation de la Guinée-Bissau apportent de nombreux éclairages en matière de prévention et d'inversement de la montée des narco-États d'Afrique, perspective de plus en plus réelle étant donné les niveaux croissants de trafic de la cocaïne, de l'héroïne et des amphétamines sur le continent. Certes, la Guinée-Bissau est le premier narco-État d'Afrique, mais des signaux inquiétants notamment au Mali, en Gambie, au Ghana, au Nigéria et au Kenya, indiquent que ce n'est pas le seul pays à peiner face aux effets érosifs du trafic de drogue sur la sécurité, le développement et la gouvernance.

Aggravation du cycle de crises et débordement régional

Aucun président élu n'a jamais terminé son mandat. Tous sauf un ont été déposés par l'armée, avec notamment un coup d'État au milieu des élections nationales d'avril 2012. L'un d'entre eux a été assassiné par des soldats en 2009. Sur les cinq derniers chefs d'état-major des forces armées, trois ont été assassinés et un forcé à l'exil par un rival. Un ancien chef de la marine a été arrêté dans les eaux internationales et le chef d'état-major des forces armées mis en examen par les autorités américaines à la suite d'une opération d'infiltration dans le cadre d'une affaire de drogue en avril 2013. En bref, la Guinée-Bissau passe d'une crise à l'autre depuis les années 90.

Ces dernières années, ce type d'intrigue civilo-militaire a régulièrement empiré. Des activistes, des dirigeants d'entreprise, des candidats politiques, des journalistes, certains officiers de l'armée et d'autres personnalités ont été détenus, violemment passés à tabac, exilés ou tués dans de mystérieuses circonstances. À la suite du coup d'État d'avril 2012, des mesures draconiennes ont été imposées par les autorités chargées de la transition, notamment une interdiction des manifestations publiques et de parler du coup d'État ou des assassinats précédents toujours non élucidés[1]. Preuve de la détérioration de l'État de droit, lorsque des différends ou des combats éclatent, nombre de dirigeants civils fuient immédiatement dans des ambassades étrangères pour éviter d'être arrêtés. Et pendant ce temps, la fragmentation de l'armée se poursuit. En octobre 2012, plusieurs soldats ont été tués au cours de ce que l'armée a qualifié de tentative de contre coup d'État. Quelques jours plus tard, un haut-gradé, qu'on croyait en exil au Portugal, a été arrêté près de Bissau, en compagnie d'autres responsables de l'armée ; tous ont finalement été condamnés par un tribunal militaire à plusieurs années de prison pour avoir organisé l'attaque. Fin décembre 2011, des factions militaires rivales se sont livrées bataille dans les rues. Cette fragmentation de plus en plus profonde des forces armées est devenue l'un des grands moteurs des crises politiques persistantes en Guinée-Bissau.

La concurrence qui fait rage pour obtenir le contrôle du lucratif transit de cocaïne par la Guinée-Bissau ne fait qu'accentuer le désordre. Le trafic de stupéfiants a fait son apparition au milieu des années 2000 et s'est régulièrement développé depuis ; certains éléments signalent qu'en 2012, de grandes cargaisons arrivaient chaque semaine ou toutes les deux semaines[2], et qu'au moins 25 tonnes de cocaïne étaient passées dans le pays entre les mois d'avril et de juillet de cette année[3]. En d'autres termes, plus de la moitié du transit annuel total de cocaïne dont on estimait auparavant qu'il circulait dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest est passé par la Guinée-Bissau en moins de 4 mois. Ce trafic de drogue, qui augmente et qui pourrait rivaliser avec la valeur de l'ensemble de l'économie bissau-guinéenne[4], a eu un grave impact sur la gouvernance et la sécurité du pays. Aujourd'hui, ce dernier est souvent appelé premier narco-État d'Afrique.

En parallèle, l'instabilité a empêché tout progrès réel en matière de développement en Guinée-Bissau.

Entre 1980 et 2012, le pays a connu en moyenne un taux de croissance économique annuel anémique de 0,4 %. En 30 ans, le revenu réel par tête n'a augmenté que de 5 %, passant de 158 à 166 USD par an. La mortalité infantile reste 40 % plus élevée que la moyenne en Afrique subsaharienne. Élément révélateur de l'effondrement des institutions et services de base publics, un grand nombre d'autres données sur les taux de fréquentation scolaire, les dépenses publiques et d'autres mesures de performance de développement n'a pas été recueilli régulièrement depuis le début des années 2000.

Depuis le coup d'État de 2012, la situation est encore plus précaire pour les Bissau-Guinéens. L'économie a reculé de 2,5 % en 2012. Le secteur vital de la noix de cajou, qui emploie 80 % de la main d'œuvre, a vu ses exportations chuter de moitié. Le choc subi par l'économie a largement reflété la contraction de l'activité publique à la suite du coup d'État, situation qui n'est jamais complètement revenue à la normale. La fermeture des banques et des institutions de transfert d'argent a entraîné une certaine frustration chez de nombreux acheteurs et commerçants. Certains grands acheteurs ont même commencé à redouter de voyager en Guinée-Bissau[5]. Par ailleurs, les déplacements qui ont suivi le coup d'État ont perturbé la récolte d'avril à juin. L'instabilité qu'il a causée a fait quasiment doubler le prix du riz, céréale de base dans le pays, dont les deux tiers doivent être importés. Forcés à augmenter leur budget alimentaire déjà limité, les agriculteurs n'avaient plus autant de moyenspour acheter des intrants pour la nouvelle saison, ce qui a perpétué le cycle[6]. En bref, le coup d'État a fait s'effondrer l'économie, déjà fragile. En mars 2013, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé son premier appel depuis des années à l'envoi d'aide alimentaire d'urgence en Guinée-Bissau, et ce pour près de 300 000 personnes[7].

Le manque d'opportunités dans le pays modifie aussi les enjeux des différends politiques nationaux. Les perspectives de revenus étant tellement rares, la concurrence pour les mandats, et les ressources qui leur sont associées, devient plus critique. De même, les solutions alternatives à un poste dans l'armée et l'influence qu'il apporte sont limitées, ce qui alimente les tensions et la concurrence au sein des forces armées. Pour les individus en position de puissance, gérer des partisans et des réseaux de népotisme peut s'avérer difficile avec une croissance aussi faible. Par conséquent, la séduction exercée par d'autres « mécanismes d'autofinancement », tels que le trafic d'armes et de drogue, devient d'autant plus irrésistible.

Dans une région faisant face à de nombreux autres défis en matière de sécurité, la Guinée-Bissau est souvent négligée. Toutefois, s'il s'agit d'un petit pays qui ne compte que 1,6 million d'habitants, son instabilité récurrente, et surtout son rôle de pivot dans le trafic de stupéfiants, ont eu des conséquences importantes et aggravantes dans l'ensemble de l'Afrique du Nord et de l'Ouest. Ainsi, un jet Boeing 727, dont on a retrouvé l'épave en novembre 2009 dans le désert, près de la ville de Gao, au nord du Mali, et dont on pense qu'il transportait plusieurs tonnes de cocaïne, avait été enregistré en Guinée-Bissau sous le nom d'une entreprise sénégalaise[8]. Étant donné son rayon d'action et la distance qu'il a dû parcourir depuis son point de départ présumé au Venezuela, le 727 n'aurait pas pu aller jusqu'au Mali sans d'abord atterrir en Guinée-Bissau ou dans un autre pays côtier de la région. De même, la longueur des

routes empruntées par les différents trafics qui pénètrent en Afrique de l'Ouest ou passent par la région signifie forcément que les cargaisons qui arrivent en Guinée-Bissau en nombre toujours plus important doivent d'abord passer par des pays voisins d'Afrique de l'Ouest avant d'atteindre leur destination finale en Europe. Avec le développement des trafics vient également l'intensification de la criminalité qui les accompagne. Ainsi, l'argent associé au trafic de drogue doit trouver des canaux de blanchiment, ce qui signifie souvent acheter des biens immobiliers au Sénégal ou en Gambie, troquer de l'or, des diamants ou d'autres biens au Libéria ou investir dans des entreprises douteuses ou improductives dans d'autres pays, ce qui chasse les entrepreneurs légitimes du marché.

Figure 1. Carte de la Guinée-Bissau



Source : Nations Unies, modifiée par l'auteur.

Une insurrection vieille de trente ans en Casamance, région à l'extrême sud du Sénégal, entretient également des liens étroits avec la Guinée-Bissau voisine. Par le passé, des rebelles sénégalais ont combattu avec mais aussi contre certains membres de l'armée et de l'élite politique bissau-guinéenne. Des groupes militants islamiques tels qu'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et d'autres groupes africains du crime organisé ont également exploité l'instabilité du pays pour faciliter leurs activités. Ainsi, début 2008, deux membres d'AQMI ont été capturés dans un hôtel de catégorie supérieure de Bissau où ils se cachaient à la suite des meurtres de quatre touristes français en Mauritanie en décembre 2007. Quelques rapports ont également laissé entendre que des membres d'AQMI se seraient rendus à Bissau pour coordonner le trafic transsahélien de la drogue avec des réseaux criminels latino-américains[9]. De même, des associations de malfaiteurs nigérianes ont largement profité de la faiblesse de la surveillance publique dans le pays. Par ailleurs, l'importance de la communauté libanaise à Bissau a suscité des inquiétudes concernant la présence du Hezbollah[10], actif dans le trafic de la cocaïne au Bénin, au Nigéria et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Enfin, des groupes du crime organisé au Portugal, en Espagne et au Royaume-Uni, ainsi que dans d'autres pays, sont également mêlés aux réseaux de trafic bissau-guinéens.

Alors qu'il apparaît que les trafics d'héroïne, de cocaïne et d'amphétamines se développent au Kenya, au Mozambique, au Nigéria, au Mali, au Ghana, en Afrique du Sud et dans d'autres pays africains, les enseignements de la Guinée-Bissau offrent d'intéressantes perspectives concernant ce qui semble être un problème qui s'aggrave dans l'ensemble du continent.

L'instabilité du pays a longtemps été minimisée ou décrite comme un phénomène isolé. Pendant ce temps, ses problèmes se sont métastasés. L'interminable série de différends, de coups d'État et de crises politiques dans le pays constitue aujourd'hui une menace persistante pour la stabilité régionale. Cependant, les moteurs de l'instabilité en Guinée-Bissau ont des origines plus profondes que la dernière crise du moment. Il existe en effet des questions complexes et de longue date auxquelles il faut trouver des réponses pour briser le cycle d'instabilité du pays et la menace régionale qu'il représente. Trois tendances interdépendantes se distinguent d'emblée : la politisation des forces armées, les batailles pour la présidence axées sur un modèle selon lequel le gagnant rafle toute la mise et l'influence des trafics illicites. En parallèle, de nouveaux défis se profilent à l'horizon, alimentant et compliquant encore les efforts de réforme, notamment les clivages ethniques au sein de l'armée ainsi que les intérêts concurrents entre les acteurs internationaux présents dans le pays. Ensemble, ces questions globales aggravent le problème de stabilisation de la Guinée-Bissau.

Politisation de l'armée

Les relations civilo-militaires en Guinée-Bissau se sont gravement détériorées au cours des dix dernières années, entraînant le développement régulier de l'ingérence des responsables militaires en politique, la fragmentation des forces armées et la rupture de l'éthique professionnelle de l'armée.

Autrefois, l'armée et ses soldats étaient largement respectés dans le pays. Les Forces armées révolutionnaires du peuple (FARP), comme on les appelle encore aujourd'hui, ont mené de 1963 à 1974 une guerre d'indépendance souvent violente contre le joug portugais. Au cours de la guerre civile de 1998-1999, les effectifs de l'armée ont triplé au fur et à mesure de son soulèvement, aboutissant à l'exil du président autoritaire et impopulaire João Bernardo Vieira, dit « Nino ». Dans un pays qui avait souffert d'années de stagnation, d'autoritarisme et d'instabilité après l'indépendance, les militaires étaient souvent fêtés comme des libérateurs.

Cette mentalité est restée fortement ancrée dans la société bissau-guinéenne, surtout parmi les dirigeants militaires, et a contribué dans l'armée à un sentiment de plus en plus fort d'être en droit de façonner le pays et sa politique. La Constitution, rédigée 1984 et dont le dernier amendement date de 1996, est emblématique de cette perspective dans son article relatif à l'armée : en effet, non seulement celui-ci la décrit comme une institution au sein de l'architecture de l'État, mais il distingue également certains membres de l'armée comme méritant des avantages et des marques d'honneurs qui vont largement au-delà de ceux accordés à l'armée dans son ensemble. En vertu des « Principes fondamentaux » de la Constitution, l'article 5 « exprime [l]a reconnaissance éternelle [de la Guinée-Bissau] aux combattants qui, par leur sacrifice volontaire, ont garanti la libération de la patrie du joug étranger, en reconquérant la dignité nationale et le droit de notre peuple à la liberté, au progrès et à la paix ». Il proclame également que ces « combattants de la liberté », qui ont droit, en vertu de la Constitution, à certains avantages en raison de leurs contributions, sont ceux qui sont devenus membres du mouvement de libération entre sa création le 19 septembre 1956, dix ans avant la formation des FARP, et le 24 septembre 1973, quelques mois avant l'accès à l'indépendance du pays.

En réalité, quarante ans après la fin de la guerre de libération, les dirigeants militaires restent pour la plupart, en vertu de la Constitution, des « combattants de la liberté ». Dans son ensemble, l'armée bissau-guinéenne a donc une moyenne d'âge élevée, avec une hiérarchie supérieure trop importante, pléthorique, et institutionnellement sclérosée. Même après la réduction de moitié environ de ses effectifs par une campagne de démobilisation à l'issue de la guerre civile de 1998-1999, le ratio de soldats par rapport au reste de la population reste deux fois plus élevé que la moyenne en Afrique de l'Ouest. Selon une étude publiée en 2008 (voir Tableau 1), plus de la moitié de l'armée a plus de 40 ans, et 45 % de l'ensemble des militaires en service actif ont plus de vingt ans de service. Le personnel militaire est extrêmement concentré dans la capitale : 70 % de celui-ci est en poste à Bissau. Il y a deux fois plus de haut-gradés dans les forces armées qu'il n'y a d'hommes de troupe. En d'autres termes, les forces armées représentent une institution moins dynamique et moins axée sur les missions au service de l'État qu'un club exclusif d'individus vieillissants, opérant souvent en fonction de leurs intérêts personnels. En termes de promotions, le mérite, la performance et le leadership sont des qualités beaucoup moins importantes que la loyauté, l'ancienneté et le népotisme.

Tableau 1. Composition démographique des forces armées de Guinée- Bissau		
		Pourcentage du total
Rang	Officiers	42 %
	Sous-officiers et caporaux	38 %
	Hommes de troupe	20 %
Services	Armée de terre	86 %
	Armée de l'air	4 %
	Marine	10 %
Âge	20 ans et moins	0,1 %
	20 à 40 ans	44 %
	40 à 60 ans	51 %
	Plus de 60 ans	5 %
Durée de service	Moins de 5 ans	33 %
	5 à 20 ans	23 %
	20 à 30 ans	20 %
	Plus de 30 ans	25 %

Source : Résultats d'une étude commanditée en 2008 par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau[11].

Ces défauts institutionnels ont contribué à une aggravation de la tendance de l'armée à s'ingérer dans les affaires politiques des pays. La guerre civile de 1998-1999 a constitué un jalon dans la transformation de ces relations civilo-militaires. Le chef d'état-major des forces armées de l'époque, le général Asumane Mané, a été à l'origine du conflit en 1998 après son renvoi par le président de l'époque, Vieira, en raison de sa soi-disant participation au trafic d'armes afin de soutenir le Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), groupe rebelle sénégalais. (L'on a appris plus tard que Vieira lui-même était également impliqué dans le trafic d'armes.) Mais le président a fait un mauvais calcul, n'obtenant qu'un minimum de soutien de la part des forces armées et de la population. Lorsque Mané a lancé le conflit, il a été forcé de s'appuyer sur 2 000 soldats déployés dans l'urgence par la Guinée et le Sénégal voisins. S'étant rallié la plupart du pays, Mané est finalement sorti victorieux du combat en 1999 et Vieira a pris la fuite au Portugal. Depuis, les relations civilo-militaires en Guinée-Bissau n'ont fait qu'empirer.

À l'issue de la guerre civile, des élections parlementaires et présidentielles ont été organisées respectivement en 1999 et 2000. Le général Mané ne s'est pas présenté comme candidat. Toutefois, il est devenu évident qu'il se montrait réticent à l'idée de céder sa nouvelle place de faiseur et défaiseur de rois, pour protéger l'armée de futurs dirigeants politiques civils impérieux. Peu de temps après les élections présidentielles de 2000, une pancarte a été dressée au-dessus des bureaux de Mané, le proclamant « co-président ». Il a alors ignoré ou refusé les mesures du nouveau gouvernement civil en matière de promotion ou de transfert de soldats et d'officiers. En parallèle, la loyauté de l'armée à Mané a commencé à battre

de l'aile au fur et à mesure qu'il s'impliquait davantage en politique. Certains membres de l'armée se sont rangés aux côtés du nouveau président élu, Kumba Ialà, qui avait tenté de consolider son autorité parmi les hommes de troupe en favorisant son groupe ethnique, les Balantes. Il a ordonné l'arrestation de Mané pour avoir sappé son autorité. Ce dernier a été tué en novembre 2000 par des soldats fidèles à son successeur, le général Veríssimo Correia Seabra, chef d'état-major de l'armée.

Depuis Mané, d'autres responsables militaires se sont impliqués encore plus fortement en politique. En 2003, le général Seabra a renversé le président Kumba Ialá, de plus en plus impopulaire et fantasque, accusé du dysfonctionnement gouvernemental et de la crise économique. Comme Mané, il a contrôlé le retour du pouvoir aux autorités civiles et l'organisation d'élections, mais la fragmentation au sein de forces armées a empiré au fur et à mesure de l'alignement de différents groupes derrière divers haut-gradés et factions militaires. Seabra lui-même a été victime de cette détérioration lorsqu'il a été tué en 2004 au cours d'une révolte. À sa mort, le général Batista Tagme Na Wai est devenu chef de l'armée. Le choix qui s'est porté sur lui, largement déterminé par les élites militaires opposées au gouvernement civil, montrait à quel point la situation était devenue controversée au sein de la haute hiérarchie militaire. Il faisait en effet partie du groupe ethnique de l'ancien président Ialá, les Balantes, mais pour tenter avec finesse d'équilibrer les différents groupes concurrents au sein de forces armées et de la classe politique civile, nombre de ses adjoints et des officiers nouvellement promus étaient très proches de l'ancien président Vieira[12].

Les relations civilo-militaires ont continué d'empirer. Le général Na Wai entretenait une relation extrêmement antagoniste avec le président Vieira, qui, rentré d'exil, a remporté à l'arrachée le second tour de l'élection présidentielle de 2005 en tant que candidat indépendant. Par exemple, un soldat a été tué au cours de la soi-disant mutinerie de novembre 2008 contre le palais présidentiel[13], et le général Na Wai a survécu à des coups de feu tirés « accidentellement » sur son cortège par des membres des services de sécurité de Vieira[14]. L'on a supposé que ces incidents avaient été orchestrés par les camps respectifs. Le 1er mars 2009, Na Wai a été tué au cours d'un attentat à la bombe. Quelques heures plus tard, des soldats qui lui étaient fidèles ont pris d'assaut la résidence présidentielle avant de torturer et de tuer Vieira par balle. L'on a rapporté par la suite que la bombe utilisée pour tuer Na Wai était plus sophistiquée que toute autre jamais vue en Guinée-Bissau. L'explosif pourrait être d'origine thaïlandaise, laissant penser que les cartels latino-américains de la drogue avaient mis en relation les rivaux de Na Wai à Bissau et des trafiquants d'armes disposant d'un certain prestige[15].

Le successeur de Na Wai, le contre-amiral José Zamora Induta, était l'adjoint de Mané au cours de la guerre civile. Il est resté en place un an seulement, jusqu'au 1er avril 2010, où, sans explication, il a été arrêté par son adjoint, le général António Indjai, avec d'autres responsables militaires, le premier ministre et l'aspirant à la présidence, Carlos Gomes Junior. Ce dernier en particulier avait été un fervent partisan des rivaux d'Indjai dans l'armée et mettait en place de solides changements au sein du secteur de la sécurité. Indjai s'est autoproclamé chef d'état-major. Finalement, Gomes Junior a été relâché sous l'intense pression de grandes manifestations publiques, d'influents leaders de la société civile et des

partenaires internationaux. Le contre-amiral Induta et un autre officier ont été détenus pendant huit mois sans être inculpés.

Cependant, les tensions et la méfiance existantes entre Indjai et Gomes Junior n'ont fait que s'aggraver. En avril 2012, Indjai a de nouveau arrêté Gomes Junior alors que celui-ci semblait prêt à remporter le second tour de l'élection présidentielle. Mais cette fois, Indjai n'a pas reculé, assurant que Gomes Junior collaborait avec l'Angola, qui avait déployé plusieurs centaines de soldats dans le cadre d'une mission d'assistance technique militaire en Guinée-Bissau. Indjai se montrait sceptique concernant cette mission, qu'il estimait être destinée à saper les forces armées bissau-guinéennes et à consolider l'influence angolaise dans le pays. Mais surtout, s'il était élu président, Gomes Junior, grâce à son importante influence politique, aurait pu être beaucoup mieux positionné pour mettre Indjai sur la touche. Les voisins de la Guinée-Bissau et la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CÉDÉAO) ont fait pression sur le général Indjai pour qu'il revienne sur sa décision. Finalement, Gomes Junior et d'autres individus ont pu quitter le pays, et vivent depuis en exil au Portugal. Il est intéressant de noter que certains haut-gradés ont été tués juste avant le coup d'État d'avril 2012, et d'autres arrêtés. Le contre-amiral Induta, ancien chef d'état-major détenu pendant la majeure partie de l'année 2010 par les forces du général Indjai, a fui par la Casamance en Gambie, d'où il a rejoint le Portugal. En d'autres termes, les factions au sein de l'armée ont été purgées et reléguées au second plan pendant le coup d'État. Bien qu'un gouvernement civil de transition ait soi-disant bientôt repris le contrôle de l'État, Indjai est resté l'une des personnes les plus puissantes du pays, en mesure de façonner l'arène politique civile.

La tendance lancée par le général Mané se poursuit de nos jours et reflète la politisation continue des forces armées. Aujourd'hui, les premières intentions de Mané semblent relativement modérées. Ayant été la cible personnelle des précédents leaders politiques, il a cherché, après un an de guerre civile, à isoler l'armée du processus politique et à se réserver l'autorité d'étouffer ponctuellement certaines politiques ou contrer certains leaders civils. Ses successeurs et maints autres responsables militaires ont tenté d'élargir ces pouvoirs. Le général Na Wai, par exemple, enfreignait publiquement la politique publique et a fait détenir plusieurs fois des parlementaires et des politiques. Au cours d'une conférence de presse, le général Indjai a menacé de tuer le premier ministre Gomes Junior. En tant que chef d'état-major des forces armées, il a revendiqué pour lui-même d'importants pouvoirs, notamment la prise de décision en matière de recrutement, de promotions, d'élaboration du budget et de dépenses de la défense et de stratégie nationale de défense, changements codifiés par de nouvelles lois adoptées en 2011[16]. Étant donné que le secteur de la défense représente ces dernières années au moins 30 % du budget public, une telle autorité confère aux dirigeants militaires une influence considérable.

La politisation de plus en plus importante des forces armées a bouleversé le système de contrepouvoirs institutionnels de Guinée-Bissau, déjà faible, ainsi que l'équilibre du pouvoir, officieux mais néanmoins efficace, entre les différents groupes de membres influents de l'élite. Les périodes d'instabilité prenant la forme d'assassinats très médiatisés, de tentatives de coups d'État et de prises de pouvoir par l'armée sont

devenus plus fréquentes (voir chronologie page 32-33). Étant donné l'exclusivité dont jouit le corps des officiers et la sclérose institutionnelle dont souffrent les forces armées, cette politisation régulière de l'armée a encouragé les luttes intestines et l'éclatement au sein du secteur de la sécurité lui-même. Pour faire progresser sa carrière, un soldat doit s'allier à un homme fort. Il est donc inévitable de voir les jeux de pouvoir, la concurrence et les querelles internes à l'armée devenir plus courantes et alimenter ce cycle d'instabilité qui s'aggrave.

Le gagnant rafle toute la mise

La concurrence pour la présidence a défini l'essentiel de l'histoire de la Guinée-Bissau. Cette tension constitue une fonction structurelle du système politique du pays, dans le cadre duquel une concentration disproportionnée du pouvoir réside entre les mains du président. Ses proches ont accès à des opportunités financières et des avancements de carrière dont ne dispose pas le reste de la population. Quant aux individus exclus de ce cercle, ils sont sujets à des mesures d'intimidation et à l'application arbitraire de la loi.

Cette pratique est en partie l'héritage du président João Bernardo Vieira dit « Nino », dirigeant autoritaire de la Guinée-Bissau pendant de longues années, devenu président à la suite d'un coup d'État en 1980 et qui l'est resté jusqu'à la fin de la guerre civile en 1999, puis de nouveau à son retour d'exil en 2005 jusqu'à son assassinat en 2009. Son autorité légale et son style de leadership ont centralisé le pouvoir entre les mains du président, pouvoir qu'il a exercé le plus largement possible pour renforcer la position de ses alliés, récompenser ses partisans, et mettre ses ennemis sur la touche ou les punir, qu'ils soient réels, nouveaux ou fictifs. Les permutations constituaient une stratégie courante pour développer et conserver le pouvoir et l'influence.

La Guinée-Bissau dispose d'un système politique hybride ou « semi-présidentiel », avec un président et un premier ministre. En vertu de la Constitution, le bureau du président dispose de pouvoirs étendus, notamment la capacité de nommer et de renvoyer le premier ministre, le chef des forces armées, le Garde des Sceaux et d'autres ministres. Le président peut également créer de nouveaux ministères et bureaux publics, faire prêter serment aux magistrats, adopter des décrets et promulguer des lois. Dans la pratique, le bureau du président a exercé nombre d'autres pouvoirs. Ainsi, à la suite des élections présidentielles, les vainqueurs ont soigneusement réorganisé le personnel des ministères, des administrations locales et régionales, du système judiciaire et de certaines sections des forces armées. Même après le coup d'État d'avril 2012, l'administration civile de transition, dérogeant à ses promesses faites aux représentants de la CÉDÉAO et des Nations Unies, a modifié les nominations politiques dans l'ensemble de l'administration publique et placé au pouvoir des membres du parti jusque-là leader de l'opposition, le Parti du renouveau social (PRS)[17].

De manière combinée, les pouvoirs constitutionnels de la présidence, l'expérience limitée du pays en matière de gouvernance démocratique et la durée du règne de Vieira ont imprégné la présidence d'influence extérieure, en conséquence de quoi les élections sont devenues des moments d'intense concurrence. Même lorsqu'elles sont extrêmement serrées, ce qui d'ordinaire conduirait à un arrangement quelconque pour le partage du pouvoir, les vainqueurs ont revendiqué la même écrasante autorité, marginalisant les candidats perdants et les partis qu'ils représentent, tout en continuant d'alimenter ce sentiment dangereux et conflictuel selon lequel le vainqueur rafle toute la mise au niveau de la présidence.

Cela dit, des améliorations progressives du système politique bissau-guinéen ont été périodiquement atteintes (voir encadré page 12). En réponse aux pressions économiques, aux appels à la réforme politique de la part des partenaires internationaux au cours de la vague de démocratisation de l'après-guerre froide et à l'opposition intérieure à l'autoritarisme de Vieira, le multipartisme a été introduit en Guinée-Bissau en 1990, permettant un environnement politique plus dynamique. Cependant, Vieira est parvenu à tirer parti de ses importants réseaux dans l'ensemble de l'administration et de l'économie pour remporter les premières élections présidentielles multipartites du pays en 1994, bien que par une faible majorité au second tour. Sa domination et celle de la présidence ont perduré pendant ce début de transition démocratique.

Émergence des institutions et de la société civile en Guinée-Bissau

Malgré un passé de régime centralisé et de népotisme politique et économique omniprésent, le paysage institutionnel et la société civile de Guinée-Bissau s'est dynamisé. Bien que les élites militaires et politiques du pays restent des forces prépondérantes au niveau national, certaines institutions gouvernementales et certains individus ont tenté de travailler de manière plus indépendante, et sont parfois parvenus à participer à l'obtention de résultats positifs malgré l'instabilité persistante dans le pays.

Ainsi, les élections nationales ont été relativement bien organisées. Aucun candidat n'a jamais été déclaré vainqueur à l'issue du premier tour et les élections parlementaires ont pour la plupart donné lieu à la création de gouvernements de coalition. Cela semble indiquer que la Commission nationale électorale est parvenue à maintenir un certain niveau d'indépendance, et les politiques en exercice n'ont pas été en mesure de truquer les élections. La cote de popularité des partis change beaucoup d'une élection à une autre et entre les premier et second tours des présidentielles, ce qui dénote que de nombreux électeurs exercent leurs droits de manière pragmatique plutôt que sur la base de critères régionaux ou ethniques ou conformément à la ligne d'un parti.

Par ailleurs, les présidents bissau-guinéens se sont révélés avoir de plus en plus de mal à contrôler le corps législatif. En 1998, une commission parlementaire était sur le point de publier un rapport à propos d'une enquête sur le trafic d'armes qui aurait impliqué le président Vieira, mais elle en a été empêchée par l'éclatement de la guerre civile. Une coalition multipartite de parlementaires s'est formée en 2007 pour évincer un acolyte du président Vieira du poste de premier ministre. Le Parlement a lancé des enquêtes concernant les meurtres de personnalités politiques et d'officiers militaires, notamment les assassinats du président et du chef d'état-major en 2009. Ces enquêtes n'ont pas beaucoup avancé, mais le débat continu sur le sujet au Parlement, en particulier la lenteur de ses progrès, ont maintenu la question au premier plan de l'actualité. Le manque de majorité au Parlement soutenant les arrangements de transition à la suite du coup d'État d'avril 2012 a constitué un obstacle majeur pour les dirigeants militaires, démontrant ainsi le poids grandissant du corps législatif.

Les médias de la Guinée-Bissau sont aussi relativement dynamiques et indépendants. Avant le coup d'État de 2012, ils se situaient juste en dessous de ceux du Kenya et du Sénégal, mais dépassaient ceux du Libéria, du Malawi et de la Zambie sur l'échelle de la liberté de la presse de Freedom House[18]. Plusieurs organes de presse écrite ont publié des articles concernant le trafic de drogue et la corruption des fonctionnaires, faisant parfois l'objet de procès et de mesures d'intimidation. Il existe des dizaines de stations de radio communautaire dans le pays dont dépend la population pour obtenir les actualités et diverses informations. Certains médias ont fait état de sujets controversés, notamment la révélation au grand jour d'activités d'exploitation forestière non agréées par des entreprises chinoises, qui a déclenché des protestations. Un éminent blogueur, António Aly Silva, a écrit sur le trafic de drogue, publié des documents présentés au tribunal sur les enquêtes concernant les violations dont se sont rendus coupables certains militaires par le passé, été traîné en justice par le premier ministre Carlos Gomes Junior et passé à tabac par des soldats alors qu'il couvrait le coup d'État d'avril 2012. En 2013, il a également publié des preuves présumées des paiements effectués par des entreprises chinoises au personnel de l'ambassade et du consulat bissau-guinéens à Beijing et Macao dans le but d'obtenir des passeports de manière à contourner les réglementations commerciales chinoises, montrant par ailleurs que ces paiements ont pu profiter à certains ministres de Gomes Junior et aux gouvernements de l'après-coup d'État de 2012. Malgré l'intensification des pressions et des mesures d'intimidation, la presse a eu le courage de tenter d'informer le public, et les Bissau-Guinéens attendent de plus en plus une relative indépendance de la part des médias.

Il existe également en Guinée-Bissau plusieurs éminents groupes de surveillance et issus de la société civile. La Ligue bissau-guinéenne des droits de l'homme a été créée au milieu des années 90 et ses leaders ont explicitement critiqué les institutions et les dirigeants publics pour avoir renversé l'état de droit et violé les droits de l'homme. Ils ont publié plusieurs rapports détaillés qui analysent les tendances et les violations des droits de l'homme dans le pays. Le Barreau de Guinée-Bissau a également critiqué publiquement certaines actions des forces armées ainsi que la corruption des fonctionnaires et la manipulation des procédures judiciaires. D'autres groupes de la société civile ont également travaillé à l'amélioration de l'accès et de la participation à l'administration locale et pour fournir des formations concernant la technologie et les médias. L'un de ces groupes, Mom ku Mom (Main dans la main), gère depuis août 2009 un projet de dialogue civilo-militaire dans le cadre duquel il facilite les échanges entre des officiers militaires actuels et passés, des représentants des groupes de la société civile et des victimes de violations commises par l'armée.

Même confronté à l'essor du commerce de la drogue dans le pays, il faut noter certaines réussites en matière d'application de la loi. La police judiciaire en effet a réalisé plusieurs saisies de drogue dont il faut se féliciter, avec notamment l'arrestation de plusieurs personnalités militaires, bien que les poursuites se soient souvent effondrées au tribunal. Même dans les jours qui ont suivi le coup d'État d'avril 2012, la police judiciaire a procédé à des arrestations liées au trafic de stupéfiants à Bissau[19]. Malgré ses faibles moyens financiers pour acheter du carburant ou se procurer des moyens de transport adéquats, elle a mis en place des sources dans les communautés du pays tout entier pour repérer les avions et les mouvements de marchandises suspicieux. Ces progrès se sont poursuivis sous plusieurs chefs de la police judiciaire, ce qui semble indiquer une plus grande solidité institutionnelle.

Malgré donc une situation qui semble souvent sombre en Guinée-Bissau, certains aspects de la reddition publique de comptes responsabilisation dans le domaine de la vie publique ont progressé. Cependant, avec l'émergence du trafic de drogue, l'aggravation des crises politiques et l'intensification de l'ingérence de l'armée en politique, un grand nombre de ces progrès sont de plus en plus menacés. D'éminents activistes de la société civile et de la défense des droits de l'homme ont été la cible de procès et de pressions de la part de dirigeants politiques, certains même gravement passés à tabac par des militaires. Depuis le coup d'État militaire de 2012, les autorités ont acheté du nouveau matériel pour identifier et bloquer les réseaux de radio, limitant éventuellement une source d'information vitale pour la population[20]. Après le coup d'État, des dizaines de responsables publics, de fonctionnaires et d'autres notables se sont cachés pendant des mois dans des ambassades étrangères, notamment le directeur de la Commission nationale électorale (CNE) qui, après avoir passé deux mois dans une ambassade européenne, a été expulsé des bureaux de la CNE par des militaires lorsqu'il a tenté de reprendre ses travaux. Sous bien des aspects donc, ces pressions supplémentaires montrent l'expansion de l'influence de ces groupes et individus et de la menace qu'ils représentent pour le statu quo. Elles révèlent aussi la fragilité actuelle des efforts de réforme.

Au milieu des années 90, en l'absence de contrepouvoirs démocratiques bien en place, une crise commença à couver, qui a fini par exploser et se transformer en guerre civile qui a ravagé le pays en 1998-1999. Le mouvement rebelle MFDC du sud du Sénégal était devenu, au milieu des années 90, de plus en plus actif, attaquant les forces sénégalaises. Le Sénégal estimait que cela était dû au trafic d'armes illicites passant par la Guinée-Bissau et exerçait une pression sur Vieira pour qu'il agisse. Pour tenter de satisfaire son allié tout en mettant son rival sur la touche, ce dernier a donc tenté de renvoyer Mané de son poste de chef d'état-major des forces armées, citant des preuves indiquant qu'il était lié au trafic d'armes et au MFDC. En fait, une enquête parlementaire qui devait être publiée quelques jours après le renvoi de Mané indiquait que tant Vieira que Mané profitaient du trafic d'armes illégal. Cependant, le général Mané a refusé d'obéir à l'injonction du président et, avec l'aide de la plupart des forces armées, il s'est emparé de plusieurs installations militaires au cours des premières manœuvres de ce qui allait devenir une guerre civile de onze mois, conduisant à la fuite de Vieira au Portugal et à la prise de contrôle de Bissau par Mané en mai 1999.

Chose étonnante, la transition à un régime civil a été relativement rapide, et des élections multipartites ont été organisées fin 1999. De nombreux membres du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) ont alors été chassés du pouvoir par les nouveaux partis de l'opposition élus au Parlement. Les Bissau-Guinéens ont élu comme président Kumba Ialá, chef du PRS, parti de l'opposition, avec 39 % des voix au premier tour et 72 % au second tour. Il s'agissait de la première alternance du pouvoir en Guinée-Bissau, ce que n'ont pas encore réalisé de nombreux autres États africains stables. Cependant, et cela montre bien le niveau de concurrence politique qui régnait dans le pays, le PRS, incapable d'obtenir une majorité parlementaire, s'est retrouvé forcé à former une coalition gouvernementale avec un autre parti de l'opposition, arrangement qui reprend fortement, en fait, le comportement électoral de la Guinée-Bissau depuis l'introduction du multipartisme il y a vingt ans. Toutes les élections présidentielles depuis 1994 ont connu un second tour dont la plupart a été remportée avec une faible majorité, et rares ont été les élections législatives accordant une majorité absolue à un seul parti (voir Tableaux 2 et 3).

Malheureusement, comme Vieira avant lui, Ialá a tenté d'outrepasser l'autorité de son office. Ses partisans ont été rapidement nommés à des postes dans l'ensemble de l'administration, depuis le niveau local jusqu'au niveau national. Il renvoyait régulièrement les personnes en désaccord avec lui, notamment des membres clés de son gouvernement et plusieurs juges de la Cour suprême. Il se heurtait également avec les responsables militaires lorsqu'il essayait de mettre certains officiers sur la touche pour accorder des promotions à d'autres (principalement sur la base de leur origine ethnique). Ce sont des loyalistes d'Ialá qui ont finalement tué le général Asumane Mané en tentant de l'arrêter en novembre 2000. Fin 2002, Ialá a dissous l'Assemblée nationale. En 2003, il était président sans premier ministre ni corps législatif ; il retardait constamment les élections et devait faire face à des manifestations en raison de retards de paiement des salaires des fonctionnaires et de la médiocrité des services[21]. C'est ce leadership si destructeur et incohérent qui l'a rattrapé : le successeur de Mané, le général Veríssimo Correia Seabra, chef d'état-major, a déposé Ialá au milieu d'une grave crise politique et économique en septembre 2003.

Tableau 2. Résultats des élections présidentielles en Guinée-Bissau

1er tour	Candidats et résultats	2e tour	Candidats et résultats
Mars 2012	Carlos Gomes Junior (PAIGC) – 49 %	Avril 2012	Jamais organisé en raison du coup d'État
	Kumba Ialá (PRS) – 23,4 %		
	Manuel Serifo Nhamadjo (Indép.) – 15,7 %		
	Henrique Pereira Rosa (Indép.) – 5,4 %		
Juin 2009	Malam Bacai Sanhá (PAIGC) – 37,5 %	Juillet 2009	Malam Bacai Sanhá (PAIGC) – 63,3 %
	Henrique Pereira Rosa (Alliance) – 22,9 %		Kumba Ialá (PRS) – 36,7 %
	Kumba Ialá (PRS) – 27,9 %		
Juin 2005	Malam Bacai Sanhá (PAIGC) – 35,5 %	Juillet 2005	João Bernardo Vieira (Indép.) – 52,3 %
	João Bernardo Vieira (Indép.)–28,9%		Malam Bacai Sanhá (PAIGC) –47,7 %
	Kumba Ialá (PRS) – 25 %		
Novembre 1999	Kumba Ialá (PRS) – 38,8 %	Janvier 2000	Kumba Ialá (PRS) – 72 %
	Malam Bacai Sanhá (PAIGC) – 23,4 %		Malam Bacai Sanhá (PAIGC) – 28 %
	Faustino Imbali (Indép.) – 8,2 %		
	Fernando Gomes (ASG) – 7 %		
Juillet 1994	João Bernardo Vieira, dit « Nino » (PAIGC) – 46,2 %	Août 1994	João Bernardo Vieira, dit « Nino » (PAIGC) – 52 %
	Kumba Ialá (PRS) – 21,8 %		Kumba Ialá (PRS) – 48 %
	Domingos Fernandes (RGB-MB) – 17,4 %		
	Carlos Gomes (Indep.) - 5,1%		

Sources : Guide des élections de l'IFES, base de données électorales africaine et plusieurs articles d'actualité.

Fait étonnant, Vieira est revenu d'exil et, en 2005, il a remporté les élections présidentielles en tant que candidat indépendant. Mais sa victoire n'a rien eu d'écrasant, puisqu'il a battu le candidat du PAIGC, vainqueur du premier tour, avec une faible majorité au second tour. Pour s'assurer la victoire, il avait négocié un rapprochement avec Kumba Ialá, dont le parti, le PRS, conservait un soutien important de la communauté balante, qui représente environ un quart de la population. De retour au pouvoir, Vieira a rapidement recommencé à faire usage de son autorité de manière manipulatrice et il a froissé ses relations avec les dirigeants militaires, en particulier le chef d'état-major des forces armées, le général Batista Tagme Na Wai, remplaçant du général Seabra, tué en 2004 au cours d'une révolte. En parallèle, Carlos Gomes Junior, du PAIGC, qui était devenu premier ministre, s'est vite heurté à Vieira. Cependant, la décision de ce dernier de le renvoyer en 2005 et de nommer l'un de ses alliés premier ministre, a été critiquée sans ambages avant qu'une coalition parlementaire multipartite le force en 2007 à nommer premier ministre Martinho Ndafa Cabi, l'un des dirigeants du PAIGC au Parlement.

Tableau 3. Résultats des élections législatives en Guinée-Bissau		
Date des élections	Nombre de sièges remportés	Pourcentage de votes
Novembre 2008	PAIGC – 67	49,5
	PRS – 28	25,2
	PRID – 3	7,5
	PND – 1	2,3
	AD – 1	1,4
Mars 2004	PAIGC – 45	33,9
	PRS – 35	26,5
	PUSD – 17	17,6
	UE – 2	4,3
	APU – 1	1,4
Novembre 1999*	PRS – 38	28,5
	RGB-MB – 29	21,7
	PAIGC – 24	18,0
	AD – 3	2,3
	UM – 3	2,3
	PSD – 3	2,3
	FDS – 1	1,8
	UNDP – 1	1,8
Juillet 1994	PAIGC – 62	46,4
	RGB-MB – 19	19,8
	PRS – 12	10,3
	UM – 6	12,7
	PCD – 1	5,3
	FLING – 1	2,6

Sources : Guide des élections de l'IFES, base de données électorales africaine et plusieurs articles d'actualité.

* Pourcentage du nombre total de votes estimé sur la base des résultats précédents.

Vieira a été tué par des soldats juste après l'assassinat toujours non élucidé de Na Wai, chef d'état-major des forces armées, en mars 2009. Au cours de la campagne électorale pour remplacer Vieira, plusieurs éminents hommes politiques, dont un candidat à la présidence, ont été assassinés dans de mystérieuses circonstances, ce qui montrait à quel point les enjeux restaient importants concernant la présidence. Finalement, c'est Malam Bacai Sanhá, héros de la libération et dirigeant de longue date du PAIGC, qui a été élu au second tour en juillet 2009. Contrairement à l'agitation des dix années précédentes, Sanhá a présidé une ère de stabilité. Son administration, qui comptait Carlos Gomes Junior comme premier ministre et le général António Indjai comme chef d'état-major de l'armée, est restée en place de 2010 jusqu'au début de l'année 2012. Il s'agissait là du régime le plus stable connu en Guinée-Bissau depuis l'institution du multipartisme au début des années 90. La croissance économique était

forte, les salaires des fonctionnaires payés régulièrement, et les problèmes budgétaires et de la balance des paiements réduits alors que se développaient la production et les exportations de noix de cajou. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont alors renforcé leur engagement dans le pays et loué les progrès du gouvernement.

Cette courte période de stabilité et de croissance n'est pas forcément imputable aux mesures ou aux politiques particulières du président Sanhá, du premier ministre Gomes Junior ou du général Indjai[22]. Les tensions et la méfiance sévissaient entre ces trois personnages. Bien entendu, le général Indjai avait placé en détention illégale des militaires et des civils, notamment Gomes Junior, et l'on présumait qu'il était fortement impliqué dans le trafic de la cocaïne. En ce qui le concerne, Gomes Junior était devenu très puissant au sein du PAIGC, plus grand et plus ancien parti de Guinée-Bissau. Certains membres du parti lui reprochaient sa stratégie de domination et il tentait en retour de les isoler. Des membres de sa famille occupaient des postes clés dans l'ensemble du gouvernement et il avait de nombreux intérêts commerciaux dans les secteurs pétrolier et bancaire notamment. Par ailleurs, il travaillait en étroite collaboration avec le gouvernement angolais, qui avait accordé au pays des dizaines de millions de dollars de crédit, lancé de grands investissements dans le domaine minier en Guinée-Bissau et déployé une mission de formation et d'assistance technique militaire bilatérale à Bissau, en face des bureaux de Gomes Junior. En parallèle, Sanhá promettait quant à lui de faire progresser la lutte contre l'expansion du commerce de la cocaïne et de mener des enquêtes concernant la série d'assassinats politiques de 2009. En réalité, les progrès à ce niveau ont été rares au cours de son mandat.

Toutefois, pour la première fois en Guinée-Bissau, un équilibre du pouvoir entre les trois sources d'influence (Sanhá, Indjai et Gomes Junior) a jeté les bases d'une période de stabilité. Aucun d'entre eux n'était un proche allié de l'un des deux autres. Si le président Sanhá s'est efforcé d'empêcher Indjai ou Gomes Junior de manœuvrer pour se mettre mutuellement sur la touche, tous deux ont fini par apprécier le tampon qu'il maintenait en place. De même, s'il ne faisait pas entièrement confiance à Gomes Junior dans son rôle de premier ministre, il a toutefois préféré tolérer son leadership plutôt que de le remplacer, tandis que Gomes Junior se chargeait de l'amélioration du fonctionnement du gouvernement. C'est la raison pour laquelle Sanhá aurait eu du mal à évincer Gomes Junior, dont l'influence grandissait et qui avait gagné la confiance de nombreux partenaires internationaux.

En bref, l'arrangement entre ces trois dirigeants a constitué un système fragile de contre-pouvoirs en Guinée-Bissau que les institutions nationales formelles n'avaient pas encore mis en place. La présidence était tenue en respect par le soutien grandissant en faveur de Gomes Junior, et l'armée maîtrisée par l'autorité présidentielle de Sanhá et l'influence de Gomes Junior. Si ce dernier conservait un ennemi, Indjai, celui-ci était cependant tenu à distance par Sanhá.

Cette fragile période de progrès et de stabilité, entre 2010 et 2012, a commencé à se détériorer fin 2011. En novembre 2011 en effet, le président Sanhá, âgé, a dû être hospitalisé en France. En son absence, comme il ne pouvait plus faire office de tampon, les tensions sont montées. Au mois de décembre, des

groupes de militaires rivaux se sont livrés bataille dans les rues de Bissau. Sanhá est décédé le 9 janvier 2012. Saisissant l'opportunité qui s'offrait à lui, Carlos Gomes Junior a démissionné de son poste de premier ministre et déclaré son intention de se porter candidat à la présidence.

La tactique a fait l'objet d'une certaine controverse. En tant que dirigeant du PAIGC, disposant de parents et d'alliés proches répartis dans l'ensemble du gouvernement, y compris un successeur personnellement choisi pour devenir premier ministre, d'intérêts commerciaux forts et de relations étroites avec des alliés comme l'Angola et la Chine, s'il avait été élu président, Carlos Gomes Junior aurait dominé le gouvernement bissau-guinéen comme aucun autre dirigeant avant lui. Il a dû manœuvrer au sein du PAIGC pour faire échouer les efforts visant à l'empêcher d'être candidat du parti à la présidence. Décidant que ce dernier serait choisi par un vote à main levée au siège du parti plutôt que par l'habituel à bulletin secret, il entendait forcer les opposants à son leadership à se montrer au grand jour pour mieux les mettre sur la touche. Ce qui n'a pas empêché un tiers de l'ensemble des membres votants du PAIGC de s'abstenir, et certains de quitter le parti quand Gomes Junior a été désigné candidat du PAIGC à la présidentielle pour se porter eux-mêmes candidats en tant qu'indépendants, notamment Manuel Serifo Nhamadjo, arrivé en troisième position avant d'être nommé président de la transition dans le cadre de l'accord négocié avec la CÉDÉAO à la suite du coup d'État.

Gomes Junior n'a pas remporté haut la main le premier tour des élections présidentielles qui se sont tenues en mars 2012, mais sa victoire au second tour contre Kumba Ialá ne faisait presque aucun doute. Le 12 avril 2012, au petit matin, moins de trois semaines après le second tour des élections, le général Indjai a fait exploser le mur extérieur du domicile de Carlos Gomes Junior pour le placer en détention. Le président intérimaire Raimundo Pereira a également été arrêté. La Constitution a été suspendue et un « commandement militaire » a annoncé par le biais des médias publics qu'il prenait le contrôle de l'État.

Armes à feu, drogue et revenus illicites

Bien que la Guinée-Bissau soit surtout connue en raison du trafic de cocaïne né au cours des dix dernières années, le pays a souffert des trafics illicites et de leurs effets délétères sur la stabilité avant l'arrivée des cargaisons de drogue. Dans les années 90, le pays était une plaque tournante d'armes principalement destinées au MFDC, groupe d'insurgés antigouvernemental du sud du Sénégal.

Le trafic d'armes représentait une source de revenus importante qui a catalysé d'autres schémas déstabilisateurs. Les bénéfices qu'il générait sont devenus vitaux aux yeux des élites pour le développement et le maintien de leurs alliances et de leurs loyautés, un mécanisme d'« autofinancement » qui se distingue du détournement des fonds publics et de l'abus des autorités pour alimenter les réseaux de népotisme[23]. Au sein des forces armées, où la pauvreté et les retards de paiement des salaires pour les soldats et les officiers subalternes étaient courants malgré les privilèges dont jouissaient les dirigeants militaires,

la loyauté d'un grand nombre de soldats était déterminée par les officiers qui pouvaient les soutenir financièrement. La soi-disant participation du général Mané au trafic d'armes en Casamance au milieu des années 90 et l'accès qu'il avait à des ressources financières ont fait de lui un général puissant et apprécié, d'où le soutien important qu'il a rassemblé jusqu'au conflit de 1998-1999.

Les trafics constituaient également une source financière vitale pour Vieira. Le président, dont de nombreux membres de l'élite étaient extrêmement méfiants, comptaient sur les revenus générés par le trafic d'armes pour compléter de manière essentielle la corruption des fonctionnaires et le népotisme dont il usait pour préserver ses soutiens. Gouvernant leurs réseaux de partisans respectifs grâce aux trafics illicites, Mané et Vieira étaient moins tenus aux contraintes normales, aux lois et aux autres freins et contrepoids de leurs bureaux et institutions, aussi faibles qu'ils aient pu être.

Les influences corruptrices des trafics illicites se sont intensifiées avec l'explosion des flux de stupéfiants à forte valeur ajoutée par la Guinée-Bissau. À titre d'exemple, l'on estime que la valeur du commerce de la cocaïne en Afrique de l'Ouest est au moins huit fois plus importante que celle du trafic d'armes (et probablement beaucoup plus encore) et plus importante que le trafic de toutes les autres marchandises illégales dans la région[24].

Le président Vieira, à son retour au pouvoir de 2005 à 2009, a figuré parmi les premiers acteurs importants qui ont suivi l'explosion du commerce de la cocaïne en Guinée-Bissau. Nombre de haut-gradés y ont aussi fortement participé. Pendant les années où le général Na Wai était chef d'état-major des forces armées, on pouvait trouver de la cocaïne dans les installations militaires[25], des soldats étaient arrêtés dans des véhicules en transportant, des responsables militaires intervenaient dans les enquêtes policières sur les affaires de drogue pour relâcher les prisonniers et confisquer la poudre[26], et au cours d'un incident notoire en juillet 2008, des soldats ont placé un cordon de sécurité autour d'un avion privé en provenance du Venezuela ayant atterri à l'aéroport principal du pays pour en décharger 500 à 600 kilogrammes de drogue[27].

Au fil du temps, le trafic de la cocaïne s'est développé et sophistiqué[28]. Bien que les saisies et interdictions réelles aient été irrégulières (voir Tableau 4), le Secrétaire général de l'ONU signalait en décembre 2012 au Conseil de sécurité des Nations Unies que des centaines de kilogrammes de cocaïne pénétraient sur le territoire bissau-guinéen toutes les semaines (représentant un prix de gros approximatif sur le marché européen d'au moins 10 à 20 millions de dollars)[29]. Un grand nombre de personnalités clés y ont été liées. Par exemple, le contre-amiral José Américo Bubo Na Tchuto, deux fois à la tête de la marine nationale, et le général Ibraima Papa Camará, chef d'état-major de l'armée de l'air, étaient des responsables militaires de premier rang malgré le fait qu'ils aient été dénoncés en avril 2010 par les États-Unis comme trafiquants de drogue. En avril 2013, Na Tchuto a été arrêté par les autorités américaines avec plusieurs autres Bissau-Guinéens dans les eaux internationales à la suite d'une opération d'infiltration en matière de drogue qui a duré sept mois. Plusieurs enregistrements attestent qu'il avait accepté de

Tableau 4. Signalements de cargaisons de drogue en vrac liées à la Guinée-Bissau

Date	Quantité (kg)	Prix de gros en Europe (en millions d'USD)	Prix en gros à Bissau (en millions de USD)	Circonstances
2005	535	27,8	8,6	De la cocaïne est découverte à bord d'un conteneur maritime à Bissau à destination du Portugal.
Avril 2005	18	0,9	0,3	La police fait une descente dans un établissement de traitement du poisson qui sert de façade à des trafiquants de cocaïne dans les îles Bijagos. Plusieurs Latino-Américains sont arrêtés, et des armes et de la drogue sont saisis.
2005	Inconnue	Inconnue	Inconnue	Des ballots de cocaïne de 20 kg s'échouent sur la plage de Biombo, en Guinée-Bissau, cargaison perdue d'un bateau présumé naufragé ou intercepté.
Janvier 2006	106	5,5	1,7	Un avion transportant de la cocaïne à son bord parti d'une piste près de la frontière sénégalaise est appréhendé alors qu'il atterrit dans un petit aéroport de Ségovie, en Espagne.
2006	1 000	52	16,2	Cargaison signalée comme ayant été livrée dans les îles Bijagos, mais jamais interceptée.
Septembre 2006	674	35	10,9	De la drogue est saisie à la suite d'une course-poursuite et d'une fusillade entre la police et deux Vénézuéliens à Bissau. Des armes, des GPS, du liquide et du matériel sont également saisis.
Décembre 2006	2 000	104	32,4	Des sources issues de la marine bissau-guinéenne révèlent à l'Agence France-Presse qu'un navire de patrouille a découvert un bateau échoué près du rivage. Aucune saisie n'est jamais signalée.
Avril 2007	635	33	10,3	La police saisit de la cocaïne à bord d'un véhicule à Bissau. Cinq personnes sont arrêtées. Le reste de la cargaison de 2,5 tonnes aurait été perdu pendant la course-poursuite.
Mai 2007	48	2,5	0,8	On découvre de la cocaïne dans le fret d'un avion commercial qui atterri à Lisbonne, au Portugal, en provenance de Guinée-Bissau.
Mai 2007	28	1.5	0,5	De la cocaïne est saisie dans un véhicule bissau-guinéen au Maroc.

Date	Quantité (kg)	Prix de gros en Europe (en millions d'USD)	Prix en gros à Bissau (en millions de USD)	Circonstances
Juillet 2008	550	28,6	8,9	Un avion en provenance du Venezuela fait un atterrissage illicite à l'aéroport de Bissau et se gare dans un hangar militaire. On empêche les douaniers de fouiller l'avion, qui est déchargé. Jamais on n'y trouve de drogue, mais les chiens renifleurs et l'examen ultérieur de l'avion semblent indiquer qu'il en transportait 500 à 600 kg. Les pilotes déclarent qu'ils transportaient des médicaments pour les forces armées.
Février 2009	200	10,4	3,2	Un officier signale que de la cocaïne, découverte dans un hangar militaire, appartenait à l'état-major de l'armée.
Mars 2010	Inconnue	Inconnue	Inconnue	Le général Indjai reconnaît son rôle dans l'atterrissage d'un avion bourré de drogue à Cufar, en Guinée-Bissau.
Décembre 2011	1 500	78	24	Signalements de deux avions livrant des cargaisons séparées de 750 kilogrammes de cocaïne sur des pistes d'atterrissage de fortune gérées par des soldats. Des rapports ultérieurs laissent entendre que des différends concernant ces cargaisons pourraient avoir déclenché les actes de violence qui se sont produits entre les soldats à Bissau le 26 décembre.
Octobre 2012	Inconnue	Inconnue	Inconnue	Un petit avion à hélices atterrit à l'aéroport de Bissau. Des preuves font surface indiquant que l'avion pourrait être enregistré au nom du même homme d'affaires sénégalais recherché en relation avec l'atterrissage d'un 727 transportant de la cocaïne au Mali en 2009.
Février 2013	300	15,6	4,8	Des informateurs avisent la police judiciaire de Guinée-Bissau de l'atterrissage illégal d'un avion sur une piste d'atterrissage de fortune sur l'île d'Ilha de Melo près de la frontière sud du pays. Malheureusement, elle ne dispose pas des moyens de transport nécessaires pour atteindre l'aéronef avant qu'il ne décharge sa cargaison et disparaisse.

Sources : Rapport semestriel des saisies individuelles de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (2006-2011), complété par différents articles de recherche et de presse (International Crisis Group, BBC, IRIN, Lusa, etc.)[30].

faciliter le transbordement de quatre tonnes de cocaïne en Guinée-Bissau pour ensuite les faire aux États-Unis et en Europe. Sa commission s'élevait à un million de dollars par tonne. Quatre autres responsables militaires, dont le général Indjai, ont fait l'objet d'une enquête indépendante. Il s'agissait notamment de faire passer de la cocaïne dissimulée dans une cargaison d'uniformes militaires à bord d'un avion en provenance de Colombie à destination de la Guinée-Bissau, d'où il repartirait au point de départ avec un armement sophistiqué acheté par l'armée bissau-guinéenne. La mise en examen d'Indjai révèle qu'il a été enregistré disant à des informateurs des forces de l'ordre américaines qu'il arrangerait l'achat de missiles sol-air et l'expédition de la cocaïne. En 2012, près de Mansôa, son village natal, le général Indjai a commencé les travaux sur un nouveau domaine assez important avec apparemment le projet de construire une piste d'atterrissage privée, on suppose pour mieux gérer, protéger et dissimuler les cargaisons de drogue. Depuis le coup d'état, rares ont été les interdictions, dénotant un environnement opérationnel plus propice pour les trafiquants.

Comme le trafic d'armes, le trafic de drogue a augmenté le niveau d'instabilité dans le pays et réfute l'hypothèse souvent avancée selon laquelle le transbordement de drogue, c'est-à-dire la circulation de drogue produite et consommée dans d'autres pays, a un effet inoffensif sur le pays de transit. Ainsi, l'on suppose que les assassinats de Vieira et Na Wai en mars 2009 étaient liés en partie à des différends concernant le trafic de stupéfiants. En avril 2010, le général Indjai, alors chef d'état-major adjoint des forces armées, a détenu son supérieur et d'autres haut-gradés, de manière à se placer effectivement à la tête de l'armée. Peu de temps après, il a rétabli dans ses fonctions le contre-amiral Bubo Na Tchuto à la tête de la marine, malgré le fait que ce dernier était un trafiquant de drogue dénoncé au niveau international qui avait fui le pays en 2008 dans l'attente d'une mise en accusation pour conspiration de coup d'État.

Ces anciens partenaires, cependant, se sont eux-mêmes brouillés presque deux ans plus tard. Le 26 décembre 2011, des soldats fidèles à Indjai et à Na Tchuto se sont livré bataille à coups de feu dans les rues de la capitale. Na Tchuto a finalement été arrêté et mis en accusation (de nouveau) pour tentative de coup d'État. Toutefois, il est possible que l'incident tout entier ait été dû à un différend concernant des cargaisons de cocaïne, ce qui semble suggérer le rôle de plus en plus important que jouent les différends en matière de stupéfiants au sein de la fragmentation des forces armées, qui s'aggrave[31]. Dans un nouveau revirement de situation, Na Tchuto a de nouveau été libéré en mai 2012. Des rapports ultérieurs ont signalé qu'à son arrestation par les autorités américaines en avril 2013, il aurait pu être promu contre-amiral et qu'il était en voie d'être rétabli dans ses fonctions de chef de la marine[32].

Les luttes intestines au sein de l'armée et les coups d'État sont symptomatiques et découlent d'un problème systémique plus important : l'effondrement actuel des structures publiques. Grâce au trafic de drogue, certains hauts responsables, tant civils que militaires, ont pu gagner des richesses et une influence sans précédent qui les rendent moins redevables aux contraintes liées à leurs bureaux, aux autres institutions ou au système politique. Leurs décisions sont opportunistes, basées sur des intérêts personnels et arbitraires. En parallèle, les transferts de pouvoir sont devenus plus fréquents et plus

violents en raison des énormes sommes d'argent du trafic de drogue par rapport à l'économie. Cela transcende les anciens schémas de corruption et de favoritisme de la Guinée-Bissau, qui exigeaient un certain niveau de soutien intra-élite ou interinstitutionnel. Le trafic de drogue a fourni à la fois les moyens et le motif d'esquiver l'État, et a déclenché sa propre concurrence acharnée. Il a affaibli l'État dans son ensemble, de l'intérieur comme de l'extérieur, au fur et à mesure que les institutions se rendaient coupables de cooptation. En conséquence, l'État de Guinée-Bissau est moins en mesure de gérer même certaines fonctions de base de l'État et le cycle de crises du pays s'est amplifié. Le trafic de drogue a donc eu des effets en chaîne vers l'extérieur. Avec le recul marqué du secteur de la noix de cajou et de l'économie de manière plus générale, l'impact sur la majorité des Bissau-Guinéens moyens, qui vit déjà en marge de la société, a été négatif. Bien qu'ils aient été perçus au départ comme une question de concurrence intra-élite, les effets déstabilisateurs du trafic de drogue, qui se sont accumulés avec le temps, se sont développés dans l'ensemble du pays et au-delà des frontières.

Les jets de la Guinée-Bissau

Les descentes antidrogue en Guinée-Bissau illustrent souvent à quel point le pays est aujourd'hui inextricablement lié aux larges réseaux de trafic transnationaux. Les jets et les avions à hélice figurent parmi les moyens de transport de la drogue en provenance et à destination de la Guinée-Bissau les plus courants.

Certes, faire atterrir un avion dans une zone peu surveillée peut sembler facile, mais cette méthode est, d'un point de vue logistique, souvent compliquée. En effet, derrière chaque cargaison, il y a généralement toute une série complexe d'achats d'avion, de registres relatifs aux aéronefs, de sociétés, de financiers, de fausses affaires visant à dissimuler les motifs du voyage et la cargaison, de pilotes et d'équipage complices possédant des licences, et de cooptation des responsables. En d'autres termes, un certain nombre d'entités et d'individus provenant de plusieurs réseaux criminels opérant dans différents pays et administrations est impliqué dans le décollage et l'atterrissage de chaque avion en Guinée-Bissau[33].

Plusieurs interdictions passées illustrent ce schéma. Par exemple, le 12 juillet 2008, un jet Gulfstream II a atterri à l'aéroport international Osvaldo Vieira de Bissau, en provenance du Venezuela, avant de se garer dans un hangar militaire, où il a été déchargé. On a empêché les douaniers de fouiller l'avion, qui a pu repartir. Des problèmes de moteur l'ayant forcé à faire demi-tour, la police judiciaire bissau-guinéenne a pu saisir l'aéronef, qui contenait encore de petites quantités de cocaïne. L'assistance d'enquêteurs internationaux a permis de déterminer qu'il avait transporté 500 à 600 kg de drogue. Le pilote et l'équipage ont été arrêtés, de même que plusieurs officiers de police et contrôleurs aériens, complices de l'affaire.

Le pilote s'est révélé être Carmelo Vásquez Guerra, Vénézuélien prétendument lié au cartel Sinaloa, cartel mexicain de la drogue, et recherché en relation avec l'atterrissage d'un DC-9 au Mexique en 2006 qui transportait cinq tonnes de cocaïne en provenance du Venezuela[34]. Son frère et plusieurs autres personnes ont été arrêtés au cours de l'incident de 2006. Cependant, peu de temps après son arrestation à Bissau, un juge a ordonné la libération de Guerra, déclarant que sa détention provisoire était terminée. Il a bientôt disparu, mais a de nouveau été arrêté pour trafic de drogue au Venezuela en 2011. En parallèle, les preuves saisies à bord du Gulfstream piloté par Guerra jusqu'à Bissau ont mystérieusement disparu quelques jours seulement après la saisie de l'appareil. Aucune affaire n'a jamais progressé, et l'avion reste abandonné sur la piste de l'aéroport de Bissau.

Tout comme son pilote, le Gulfstream avait également une histoire intéressante, ayant été enregistré en janvier 2008 sous le matricule N351SE par une corporation du nom de LB Aviation Inc., domiciliée à Yorklyn, dans le Delaware, aux États-Unis[35]. Cette adresse est celle d'une maison dans une zone boisée reculée, près d'une petite route de campagne,

et partagée par un bureau d'avocats, Whittington and Aulgur[36]. L'avion ne s'est probablement jamais retrouvé dans le Delaware, mais plutôt à l'aéroport de Fort Lauderdale, en Floride, où il a été photographié en février, mars et mai de l'année 2008, avant de réapparaître à Bissau au mois de juillet. Il se trouve que LB Aviation Inc. a été enregistrée au nom de Luis Bustamante à Fort Lauderdale pendant seulement douze mois, de septembre 2007 (quelques mois avant que le N351SE soit certifié, en janvier de l'année suivante) à septembre 2008 (soit environ deux mois après la saisie de l'aéronef à Bissau).

Pendant qu'il était coincé à Bissau en raison de problèmes de moteur, un autre avion est arrivé de Dakar pour le réparer et l'emmener au Sénégal[37]. L'avion de sauvetage et l'équipe de réparation étaient enregistrés au nom d'Africa Air Assistance, société basée au Sénégal également désignée comme propriétaire du fameux jet 727 qui serait retrouvé plus tard abandonné au nord du Mali après avoir livré plusieurs tonnes de cocaïne à des trafiquants dans le Sahel[38]. Des avions appartenant à Africa Air Assistance ou à ses propriétaires ont été photographiés en Afrique de l'Ouest, au Portugal, en Espagne et en France. Selon les signalements d'un blog bissau-guinéen, l'un de ces avions a été vu effectuant un mystérieux atterrissage dans un aéroport militaire de Bissau en octobre 2012.

D'autres circonstances similaires semblent suggérer qu'il s'agit là d'un modèle commercial courant dans la région. En janvier 2011, par exemple, un avion transportant 944 kilos de cocaïne a été saisi à Barcelone, en Espagne, et ses trois membres de l'équipage, Argentins, tous fils d'anciens brigadiers-généraux des forces armées, ont été arrêtés. L'avion, un Challenger 604, était parti d'un petit aéroport proche de Buenos Aires, mais avait fait escale à l'aéroport international Amílcar Cabral au Cap-Vert avant d'atteindre l'Espagne. Le Cap-Vert est un voisin proche de la Guinée-Bissau, et ces deux pays formaient un seul et même État jusqu'en 1981. Le Challenger, incapable d'effectuer un voyage transatlantique sans refaire le plein, devait donc s'arrêter au Cap-Vert, mais certains médias ont spéculé qu'il aurait reçu ou livré de la drogue au Cap-Vert, ce que démentent les responsables capverdiens[39].

Le Challenger 604 était immatriculé N600AM aux États-Unis. Il appartenait à 604 Jet LLC depuis novembre 2006[40], et auparavant, à Secure Aviation LLC, toutes deux enregistrées à Fort Lauderdale, en Floride[41]. Il s'était rendu auparavant à Malaga (en Espagne), Tel Aviv et Londres. Selon les documents d'enregistrement des entreprises, les deux sociétés ont la même adresse et le même groupe de direction. En parallèle, les documents présentés au tribunal pendant le procès des trois Argentins auraient révélé qu'ils pourraient avoir eu des rapports avec des trafiquants de drogue colombiens et qu'ils s'étaient rendus plusieurs fois en Bolivie et en Espagne avant leur arrestation[42]. Finalement, deux sur les trois ont été condamnés en janvier 2013.

Si l'on déplore souvent qu'on ne peut pas faire grand-chose concernant le trafic de la drogue en Guinée-Bissau étant donné la faiblesse et la compromission des dirigeants du pays, il faut reconnaître cependant que ce trafic dans le pays n'est qu'une partie d'une liste plus complexe d'individus et d'activités, que ce soit dans les États africains voisins, les pays d'Amérique latine, en Europe ou aux États-Unis.

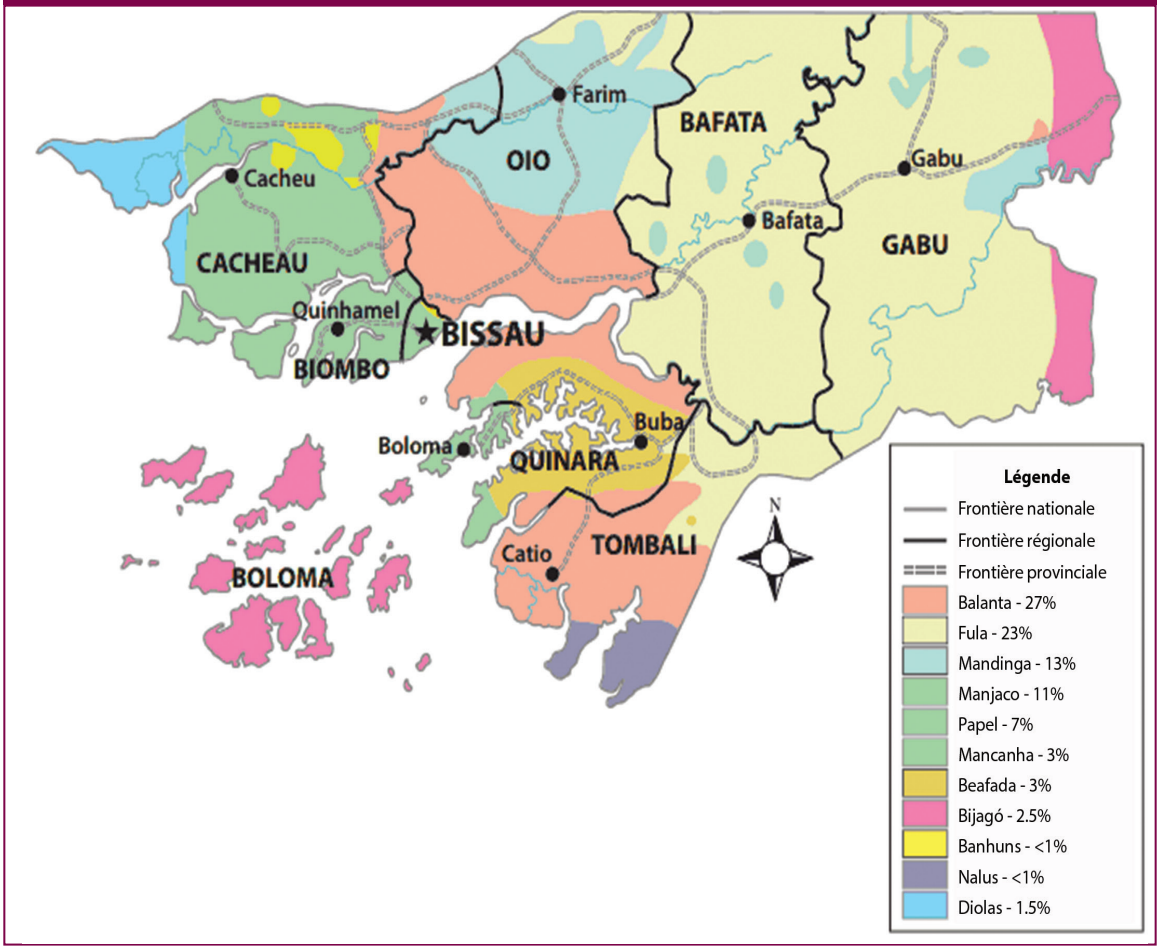
Concurrence le long des lignes ethniques

Une dimension ethnique est en train de s'ajouter au cycle de crises, surtout au sein de l'armée, compliquant encore davantage la situation. Il s'agit d'un aspect relativement inédit de l'instabilité du pays. Au cours de la guerre de libération contre le Portugal, de 1963 à 1974, et de la période qui a immédiatement suivi l'indépendance, la diversité ethnique du pays n'était pas politisée. Dans les années 80, les tentatives du président Vieira d'entasser ses loyalistes dans les institutions publiques a conduit à une surreprésentation de son groupe ethnique, les Papel, mais l'ethnicité était rarement mentionnée dans les différends ou les débats politiques. Même au cours de la guerre civile de 1998-1999, les différentes

factions ne se divisaient pas selon les lignes ethniques, et les rhétoriques et perspectives concurrentes n'en appelaient pas à l'ethnicité[43]. Le leader de la faction anti-Vieira, le général Mané, était Mandingue, avec des racines en Gambie, mais l'armée comprenait une majorité de Balantes. La victoire de Kumba Ialá avec 72 % des voix au second tour des élections présidentielles qui ont suivi le conflit montrait un soutien important qui transcendait les lignes ethniques, religieuses et régionales.

La politisation de l'ethnicité a fait sa première apparition au cours de la transition post-conflit de 1999 avec les différends et les jeux de position entre le président nouvellement élu Kumba Ialá et le général Mané. Tentant de consolider son autorité, Ialá a renvoyé des dizaines de haut-gradés de l'armée et a accordé des promotions presque uniquement aux Balantes, issus de sa propre ethnie, qui, représentant un quart de la population, constituent le plus grand groupe ethnique du pays avec une faible marge (voir Figure 2). En parallèle, les effectifs de l'armée avaient plus que triplé au cours des onze mois de

Figure 2. Distribution géographique des groupes ethniques de Guinée-Bissau



Source : Nations Unies, modifiée par l'auteur.

conflit, et l'économie était dans un état alarmant. Les positions de la haute hiérarchie au sein de l'armée étaient enviables ; rares étaient ceux qui se résignaient à y renoncer. Le général Mané s'est ouvertement opposé au remaniement de la hiérarchie militaire par Ialá. Pendant l'impasse qui s'en est ensuivie, Ialá a fait passer la question de l'ethnicité au niveau supérieur, déclarant qu'en tant que plus grand groupe ethnique du pays, les Balantes méritaient une représentation plus importante au sein de l'État, surtout parmi les haut-gradés de l'armée, contestant implicitement l'autorité de Mané en raison de son appartenance ethnique.

Un puissant cri de ralliement a alors été poussé pendant une transition difficile, surtout pour ceux qui se sont retrouvés face à la possibilité de perdre leurs positions de privilégiés dans l'armée, qui allait passer par un grand processus de démobilisation post-guerre civile. Le soutien de Mané au sein des forces armées s'est fissuré. Ialá a ordonné son arrestation et, en novembre 2000, Mané a été tué par des soldats fidèles à Ialá.

La dissension grondait dans l'armée, et depuis lors, les haut-gradés des forces armées contestaient la composition ethnique des forces. Le différend concernant les promotions et les renvois ordonnés par Ialá n'a été résolu qu'en décembre 2004, bien après la mort de Mané et la destitution de Ialá pendant un coup d'État. Un subtil rééquilibrage visant à atteindre un consensus a permis à 65 officiers de regagner les rangs de l'armée, et des postes de haut-gradés ont été accordés à d'anciens partisans de Mané et Vieira, tandis que le commandement militaire était conservé par un Balante[44]. Mais l'appartenance ethnique reste une question controversée dans l'armée, les Balantes représentant 80 % des forces armées de Guinée-Bissau, ce qui crée souvent des tensions et des différends lors des procédures de promotion et de recrutement.

Ialá, qui reste une éminente figure politique et qui continue de se présenter aux élections présidentielles, a continué de faire progresser un ordre du jour résolument pro-balante. Même les membres haut placés de son parti, le PRS, l'accusent de mener ce dernier en fonction de « principes ethniques »[45]. Vu son piètre bilan à la tête de l'État, il s'agit là de sa stratégie de mobilisation la plus efficace, mais celle-ci ne reflète pas les aversions plus profondes au sein de la société. Outre les tensions interethniques dans l'armée et parmi les membres de l'élite civile, rares sont les éléments qui permettent d'indiquer que ces divisions se sont répandues dans l'ensemble de la population. La violence interethnique ou intercommunautaire est rare, et cela n'est pas surprenant vu la forte diversité des groupes ethniques en Guinée-Bissau, où aucun groupe ne s'approche de la majorité[46]. Cela dit, la réforme et la rationalisation de l'armée restent un élément essentiel de la stabilisation du pays, et la réconciliation ethnique des forces armées demeure vitale pour atteindre un succès durable. En outre, la montée des tensions ethniques montre la manière dont de nouveaux moteurs d'instabilité en Guinée-Bissau se mettent en marche quand d'autres sources d'instabilité ne sont pas résolues.

Méfiance vis-à-vis des partenaires internationaux

Les États voisins de la Guinée-Bissau et certaines organisations internationales se sont parfois impliqués dans les différentes crises qu'a connues le pays. Mais au lieu d'encourager un effet stabilisateur, ces acteurs externes ont souvent été accusés de choisir leur camp ou d'entrer en concurrence les uns avec les autres, en conséquence de quoi, les voisins et les partenaires internationaux les plus proches de la Guinée-Bissau ne sont généralement pas perçus comme des médiateurs dignes de confiance.

Par exemple, quelques jours seulement après le début des premières hostilités du conflit de 1998-1999, le Sénégal et la Guinée voisins ont conjointement déployé environ 2 000 soldats pour venir en aide au président Vieira. Les Bissau-Guinéens se sont globalement opposés à l'intervention étrangère et rangés aux côtés des forces du général Mané. Des combats violents entre forces sénégalaises et bissau-guinéennes s'en sont suivis. Finalement, la CÉDÉAO est intervenue, mais d'une manière que de nombreux observateurs ont interprétée comme prenant le parti de Vieira. Pendant ce temps, la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP) a tenté de négocier un accord de paix, mais le Sénégal et la CÉDÉAO ont résisté à l'implication de l'organisation, qu'ils considéraient comme prenant le parti des forces de Mané[47]. En d'autres termes, rares étaient les parties extérieures affichant une neutralité crédible pendant le conflit.

Cette dynamique persiste à ce jour avec certains nouveaux acteurs. L'Angola est de plus en plus impliqué dans les affaires de la Guinée-Bissau, aussi bien au niveau bilatéral sur des questions politiques, économiques et militaires que par le biais de la CPLP, présidée par l'Angola de 2010 à 2012. La société minière Bauxite Angola a annoncé en 2007 un investissement de 321 millions de dollars en Guinée-Bissau et a payé une commission initiale à l'État d'un montant de 13 millions de dollars pour exploiter les gisements de bauxite (ingrédient principal de l'aluminium) dans le sud-est du pays et pour la mise en place d'un port dans la ville de Buba de manière à faciliter les exportations. La région a en effet à peu près les mêmes caractéristiques géologiques que la Guinée voisine, plus grand producteur de bauxite d'Afrique. Bauxite Angola appartient à 70 % aux entreprises paraétatiques angolaises Sonangol et Banco Angolano de Investimentos (Banque d'investissement angolaise), à 20 % directement à l'État angolais et à 10 % à l'État bissau-guinéen. En septembre 2010, le ministre bissau-guinéen de la Défense Aristides Ocante da Silva et son homologue angolais Cândido Pereira Van-Dúnem ont signé à Luanda un Protocole bilatéral d'assistance technique et militaire. Le premier ministre Carlos Gomes Junior et le président angolais José Eduardo dos Santos ont tous deux affirmé leur soutien à cet effort au cours de remarques publiques conjointes, jetant les bases du lancement en mars 2011 de la Mission de sécurité angolaise en Guinée-Bissau (MISSANG), qui a fini par atteindre le volume de 600 soldats déployés pour la mise en place d'un projet de réforme du secteur de la sécurité d'un budget de 30 millions de dollars. Bien qu'il ait participé aux premières consultations sur la mission angolaise, le général Indjai soupçonnait que la MISSANG avait pour but premier de soutenir et de protéger le premier ministre

Carlos Gomes Junior et les intérêts angolais dans le pays. Il a déclaré que les soldats étaient équipés d'armes lourdes et de tanks, qui ne convenaient pas à une mission de réforme du secteur de la sécurité.

Des responsables publics bissau-guinéens, notamment le premier ministre Carlos Gomes Junior, se sont également rendus souvent à Luanda. Pendant les crises, comme les combats menés à Bissau en décembre 2011, Gomes Junior a trouvé refuge à l'ambassade angolaise. L'État angolais a également annulée la dette de 38 millions de dollars de la Guinée Bissau et lui a accordé un crédit de 25 millions de dollars en 2010.

Après le coup d'État d'avril 2012, la MISSANG s'est retirée du pays. En mai 2012, la Mission de la CÉDÉAO en Guinée-Bissau (ÉCOMIB) a déployé 677 soldats, d'abord pour contrôler le retrait de la MISSANG, et ensuite, en vertu d'un mandat élargi, pour soutenir les efforts en cours de transition et de réforme du secteur de la sécurité. Malheureusement, l'ÉCOMIB comprend un contingent important de soldats sénégalais, ce qui a ravivé les aversions nées pendant le conflit de 1998-1999 et les questions sur la neutralité de la force. Elle a également été sévèrement critiquée en Guinée-Bissau pour son efficacité, dans la mesure où sa base est éloignée de Bissau, où elle n'effectue que peu de patrouilles et où les violations des droits de l'homme par l'armée se sont poursuivies. Cette mission de la CÉDÉAO doit également éviter que les soldats d'Afrique de l'Ouest ne tombent eux aussi dans le trafic de stupéfiants.

Bien qu'elles aient donné lieu à un certain niveau de coopération, l'intervention angolaise et l'implication de la CPLP en Guinée-Bissau ont été perçues globalement par la CÉDÉAO comme une atteinte à son rôle attitré d'organisme prééminent en matière de gestion de la paix, de la sécurité et du développement en Afrique de l'Ouest. Inversement, la CPLP a parfois été accusée de vouloir jouer un rôle qui dépasse celui d'un organisme conçu principalement pour partager des liens culturels et commerciaux. Du point de vue de la CÉDÉAO, la CPLP n'a pas le budget, la capacité institutionnelle et l'expérience nécessaires pour gérer ce type de problème, alors que la CÉDÉAO, elle, dispose d'un personnel plus important et a affecté davantage de ressources aux interventions en Guinée-Bissau.

De manière plus générale, la CPLP et la CÉDÉAO ont eu des réponses sensiblement différentes au coup d'État de 2012 dans le cadre de ce que certains ont surnommé une guerre de territoire[48]. Tout de suite après le coup d'État, la CÉDÉAO a suspendu l'adhésion de la Guinée-Bissau et imposé des interdictions de déplacements à l'étranger et de visas aux hauts responsables militaires bissau-guinéens, notamment au général Indjai. Cependant, elle a rapidement négocié un cadre de transition en mai 2012 avec le « commandement militaire » d'Indjai et plusieurs partis de l'opposition. Conçu au départ pour ne durer que douze mois puis prolongé jusqu'à la fin de 2013, ce cadre a été violemment critiqué par le PAIGC, qui pendant des mois a refusé d'y participer, estimant qu'il légitimait le coup d'État. Il est intéressant de noter que Manuel Serifo Nhamadjo, candidat indépendant au premier tour de la présidentielle de mars 2012 et ancien parlementaire du PAIGC, a été proposé par les négociateurs de la CÉDÉAO comme le président transitionnel de consensus à la suite de négociations avec les principales parties prenantes du pays quelques jours avant la signature du pacte de transition. Nhamadjo, qui

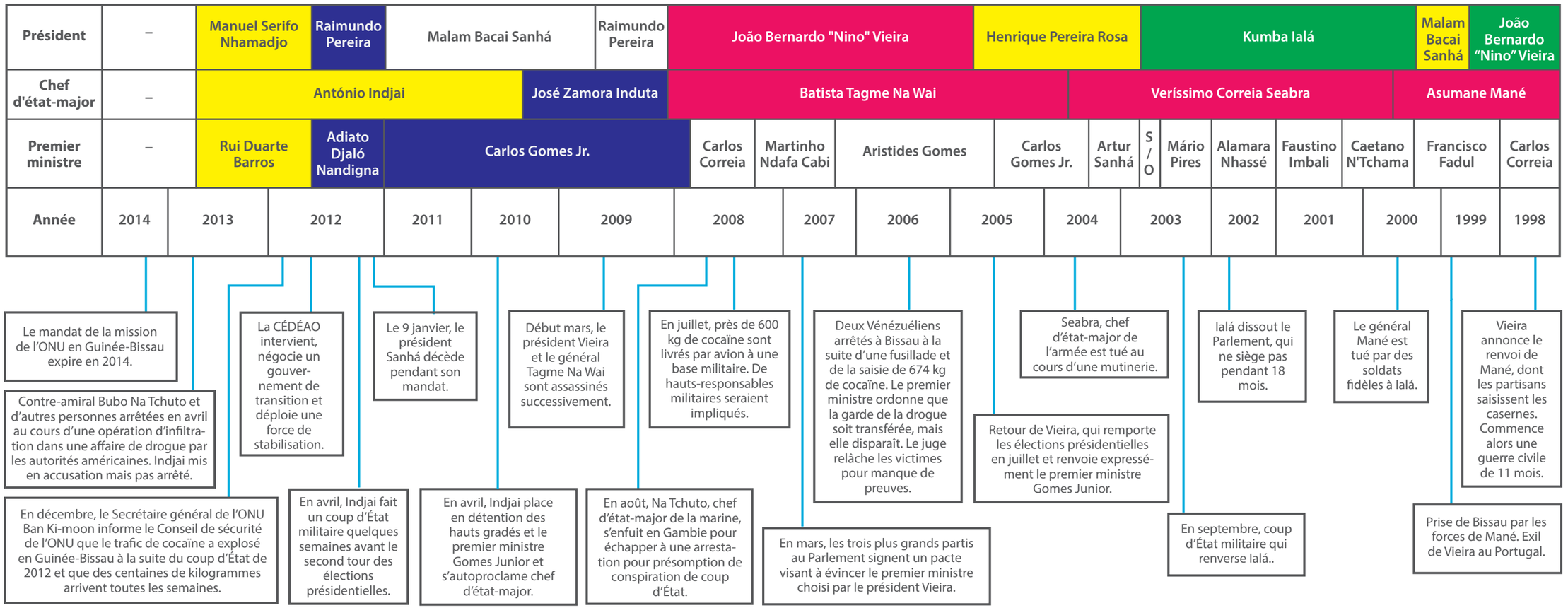
a été membre du Parlement de la CÉDÉAO pendant onze ans, dont un comme vice-président de l'Assemblée, jouit d'un soutien considérable parmi les dirigeants de la CÉDÉAO.

L'approche de la CPLP en revanche contraste fortement avec celle de la CÉDÉAO. Depuis le coup d'État, les dirigeants bissau-guinéens déposés représentent leur pays aux sommets de la CPLP. L'organisation refuse de reconnaître les autorités de transition et plaide pour un retour immédiat au régime constitutionnel. En parallèle, Gomes Junior et d'autres membres de l'élite politique et militaire vivent en exil au Portugal, siège de la CPLP. En bref, la CPLP et la CÉDÉAO semblent soutenir différents réseaux d'alliés en Guinée-Bissau, ce qui renforce la polarisation politique et l'obstination des élites dans le pays.

Le Portugal conserve également une certaine influence en Guinée-Bissau. Le pays y a soutenu certaines initiatives de développement des capacités, notamment en contrôlant la police judiciaire, en la formant et en soutenant son développement, d'où d'importantes améliorations. Le Parlement portugais a également continué de fournir un certain soutien technique à l'Assemblée nationale à Bissau, notamment une formation linguistique et en matière d'alphabétisation. Le Portugal a principalement travaillé par le biais de l'engagement de l'Union européenne dans le pays, qui a mis un terme à sa mission de réforme du secteur de la sécurité en septembre 2010 à la suite de l'arrivée au pouvoir du général Indjai et du rétablissement dans ses fonctions du contre-amiral Na Tchuto. Par ailleurs, le Portugal a fortement soutenu la position de la CPLP concernant le coup d'État d'avril 2012, en désaccord donc avec la CÉDÉAO qui tente d'obtenir une reconnaissance plus importante pour l'État de transition. Siégeant au Conseil de sécurité de l'ONU en 2011-2012, le Portugal pourrait avoir bloqué les efforts de la CÉDÉAO visant à faire progresser une nouvelle stratégie d'engagement de l'ONU auprès de l'État de transition. Les critiques de la CPLP affirment que le Portugal est perçu comme étant le perdant du coup d'État. En effet, de grandes sociétés portugaises, dont des franchises publiques, entretiennent des relations avec des entreprises liées à Carlos Gomes Junior, notamment le vendeur d'essence au détail Petromar, détenu majoritairement par Galp Energia, et la plus grande banque de détail du pays, Banco da Africa Ocidental (BAO), auparavant détenue par la grande banque d'investissement portugaise Montepio Geral.

Geocapital, entreprise appartenant au magnat du jeu de Macao Stanely Ho, a acquis une participation de contrôle dans BAO en 2007, en même temps que Carlos Gomes Junior vendait ses actions dans la banque[49]. Il est intéressant de noter que les lignes de crédit de l'Angola en Guinée-Bissau sont gérées par Banco Privado Atlântico, banque internationale détenue conjointement par Sonangol et Global Pactum, société dont est également propriétaire Geocapital, qui appartient à Stanley Ho[50]. Ce dernier a fait l'objet d'enquêtes par les organismes américains de réglementation et d'application de la loi en raison de ses liens avec le blanchiment d'argent et le crime organisé chinois[51]. L'association des liens limités de la Guinée-Bissau avec le système financier international et de la taille de BAO et de ses relations avec les banques portugaises, capverdiennes, macanaises et angolaises font du pays un intermédiaire parfait pour le blanchiment des recettes du trafic de drogue.

Figure 3. Chronologie des événements et personnages clés de l'instabilité grandissante de Guinée-Bissau



Il est également intéressant de noter la participation de plus en plus importante de la Chine en Guinée-Bissau. La Chine a en effet financé la construction de l'Assemblée nationale en 2006, du Palais de justice en 2008, d'un hôpital et de baraquements militaires en 2010 et d'un bâtiment de bureaux de l'administration publique à plusieurs étages en 2011. Les travaux de restauration du palais présidentiel ont commencé la même année. La Chine a également accordé des plans d'assistance budgétaire à l'État, notamment une enveloppe de quatre millions de dollars en 2005 pour payer les retards de salaires des fonctionnaires et financer une réunion de la CPLP à Bissau[52].

En parallèle, en mai 2012, l'on a révélé que des dizaines de milliers de Chinois avaient obtenu des passeports bissau-guinéens du bureau consulaire de Guinée-Bissau à Macao, tentative apparente de ressortissants de Chine continentale de contourner les restrictions imposées sur les investissements étrangers et éventuellement de blanchir de l'argent[53]. Ces informations ont été révélées 18 mois seulement après l'inauguration par le premier ministre Carlos Gomes Junior du bureau consulaire à Macao, où le fils de ce dernier a finalement trouvé un poste[54].

En s'alignant si étroitement sur les intérêts de Gomes Junior, les investissements, les financements, le soutien budgétaire et les autres activités de la Chine en Guinée-Bissau pourraient par mégarde encourager la concurrence et les tensions entre responsables civils et militaires. Ce faisant, les engagements chinois en Guinée-Bissau pourraient renforcer le népotisme, la concurrence en coulisses et la sclérose institutionnelle qui s'est révélée être si déstabilisatrice.

En bref, les désaccords entre la CÉDÉAO, la CPLP et les autres acteurs internationaux importants en Guinée-Bissau ont aggravé les problèmes de stabilisation du pays. Les États qui ont le plus d'influence sur la dynamique des crises bissau-guinéennes et la connaissent le mieux sont de plus en plus perçus comme contribuant eux-mêmes à la polarisation. Leurs actions font donc l'objet de nombreux doutes et leurs propositions de réforme ou de compromis sont, dans les faits, utilisées pour justifier toute résistance au changement.

Analyse : d'États fragiles à narco-États

L'histoire depuis l'indépendance de la Guinée-Bissau peut sembler n'être constituée que de concurrence et d'intrigues, avec une distribution réduite de personnages récurrents qui tentent de déjouer les plans des uns et des autres de plus en plus désespérément, et ce faisant, entraînent le pays de crise en crise. Cependant, les problèmes du pays ne peuvent pas se réduire aux machinations d'individus isolés. Le décès en 2009 du président Vieira, sans doute le personnage le plus puissant et le plus déstabilisateur depuis l'indépendance, n'a accordé au pays aucun répit en matière de coups d'État ou de trafic de drogue. L'instabilité persistante de la Guinée-Bissau est plutôt ancrée dans les nombreux problèmes interdépendants du pays, souvent institutionnels : un cadre politique faible, un secteur de la sécurité politisé et les trafics illégaux, tous aggravés par l'instrumentalisation naissante des différences ethniques et des rôles parfois partisans joués par les partenaires internationaux.

Cependant, les défis de la Guinée-Bissau n'ont pas toujours été aussi complexes. Au cours de la lutte pour l'indépendance et de la guerre civile de 1998-1999, les différences ethniques jouaient un rôle minimal. Et le marché relativement réduit de la cocaïne en Europe à la fin des années 90 et au début des années 2000 conféraient au pays un rôle négligeable au niveau du commerce international de la drogue. C'est plutôt le rôle historiquement dominant de la présidence qui est au cœur de la plus grande partie de l'instabilité en Guinée-Bissau. En effet, les présidents du pays ont cultivé un système politique selon lequel le gagnant rafle toute la mise et qui leur accorde tout le loisir de puiser dans les fonds publics pour soutenir leurs intérêts politiques personnels, nommer les personnes qu'ils souhaitent à des postes dans différentes branches et à différents niveaux de l'administration publique, renvoyer les procureurs pour saborder les enquêtes et dissoudre les gouvernements. Cela existait avant la politisation de l'armée, les trafics illicites et les autres problèmes actuels. Sous bien des aspects, c'est le pouvoir du président à fonctionner sans appel qui a déclenché la vive réaction de l'armée à la tentative du président Vieira de remplacer le chef d'état-major des forces armées en 1998, entraînant la guerre civile et la politisation rampante de l'armée depuis lors. La concentration du pouvoir entre les mains du président a nourri le régime désastreux et incontrôlé de Kumba Ialá au début des années 2000, qui a mené à un autre effondrement de l'État en 2003. Elle a également encouragé la prise de mesures de plus en plus violentes pour tenter de remporter la course à la présidence, notamment faciliter le trafic de cocaïne et attiser les tensions ethniques. Même les partenaires internationaux du pays ont été entraînés dans cette concurrence en s'alignant derrière des factions ennemies, sacrifiant par là-même leur neutralité et leur crédibilité. Par conséquent, si les crises bissau-guinéennes sont liées les unes aux autres, c'est cependant la surconcentration de pouvoir entre les mains du président et, inversement, la faiblesse des contrepouvoirs du système politique qui ont engendré, directement et indirectement, cette complexe situation actuelle d'instabilité dans le pays.

Le cycle déstabilisateur de la concurrence politique du tout ou rien en Guinée-Bissau, aggravé par dix ans de trafic de drogue, a également dépassé la capacité des dirigeants ou des institutions nationales de gérer ou de renverser de manière réaliste le cours de cette fragmentation grandissante au niveau interne. Pour stabiliser le pays, il faut plutôt une participation internationale soutenue. Les acteurs extérieurs sont de plus en plus incités à s'engager étant donné la manière dont la situation de la Guinée-Bissau, déjà difficile et qui est en train de s'aggraver, nourrit l'instabilité dans le reste de la région. Cependant, l'un des enseignements tirés des engagements extérieurs par le passé est que des efforts décousus pour tenter de contenir les problèmes du pays ou d'apaiser les élites politico-militaires en place n'ont fait que créer davantage de problèmes insolubles. Pour rompre le cycle de crises du pays, il faut plutôt mettre en place une stratégie intégrée et soutenue pour atténuer les moteurs clés de l'instabilité en Guinée-Bissau. Fort heureusement, un groupe viable d'acteurs au niveau national jette actuellement les bases de la reprise : une société civile naissante, des médias résistants, un corps législatif national et d'autres voix indépendantes pourraient apporter l'élan et l'équilibre nécessaires pour faire progresser un programme de réformes avec obstination. Toutefois, ils ont peu de chances de prendre de l'ampleur sans le soutien politique, financier et technique de partenaires internationaux.

Le défi de la stabilisation en Guinée-Bissau doit aussi être perçu comme un avertissement pour l'Afrique, et comme un impératif pour empêcher le développement d'autres narco-États. En effet, bien qu'il soit le premier, la Guinée-Bissau n'est pas un cas particulier. La centralisation de l'autorité, la faiblesse des institutions, la médiocrité de la gouvernance du secteur de la sécurité, le développement à un niveau minimal, une série de conflits et les divisions sociales – autant de points qui caractérisent les États fragiles[55]. En effet, ce sont là des conditions que recherchent les réseaux de trafiquants de stupéfiants (voir encadré page 35). Plusieurs combinaisons de ces différentes circonstances existent dans les 25 États que compte le continent africain, notamment en Guinée-Bissau, tous répertoriés comme étant dans un état « critique » ou « en danger » de faillir sur l'Index des États faillis de 2012[56].

En outre, le trafic de stupéfiants à forte valeur ajoutée s'est développé dans un grand nombre d'État voisins de la Guinée-Bissau. Des quantités importantes de cocaïne ont été saisies au Sénégal, que les trafiquants régionaux ont utilisé comme base. En 2011, une banque en Gambie a été sanctionnée par le gouvernement américain en raison de ses liens avec un réseau ouest-africain de trafic de drogue et de blanchiment d'argent opéré par le Hezbollah[57]. Il y a eu plusieurs saisies importantes de cocaïne en Sierra Leone, et notamment un incident, en 2008, impliquant le ministre des Transports, qui a conduit à son renvoi. Jamais mis en accusation, il est revenu au gouvernement peu de temps après en tant que conseiller spécial au président, puis comme ministre des Affaires politiques et publiques en 2013[58]. La nature du trafic de stupéfiants en Afrique continue également d'évoluer. Plusieurs incidents ont été signalés au Ghana liés au trafic non seulement de cocaïne, mais aussi d'héroïne. De grandes quantités de produits chimiques servant à la fabrication des amphétamines ont également été saisies en Côte d'Ivoire et au Niger[59]. Les membres d'un réseau de trafiquants, détenus en 2010 au Libéria, ont été enregistrés clandestinement par des informateurs des services d'application de la loi des États-Unis tentant de convaincre les hauts responsables des services de renseignements libériens de mettre en place un laboratoire de fabrication d'amphétamines pour les vendre ensuite aux États-Unis et au Japon. Depuis juillet 2011, cinq laboratoires sophistiqués de fabrication d'amphétamines ont été découverts au Nigéria[60]. Les amphétamines se vendent souvent à un prix en vrac beaucoup plus élevé que la cocaïne ou l'héroïne, d'où des bénéfices plus élevés pour les groupes de criminels. Cela pourrait, par voie de conséquence, marquer le début d'une toute nouvelle ère d'effets déstabilisateurs dus aux stupéfiants en Afrique.

Ces changements montrent la manière dont le commerce international de la drogue en Afrique continue de se développer, d'évoluer et de croître. Ce n'est qu'en 2006-2007 que l'on a pour la première fois sonné la sonnette d'alarme concernant les cartels latino-américains qui exploitaient la faiblesse des États africains pour transborder de la cocaïne en Europe[61]. En 2012, on envoyait en Afrique de l'Ouest d'importantes cargaisons de cocaïne d'Amérique du Sud, on trafiquait de l'héroïne d'Asie du Sud par l'Afrique de l'Est et on fabriquait des amphétamines sur le continent pour les vendre en Asie de l'Est et du Sud-Est[62]. L'essentiel de cette activité a été de plus en plus repris par les réseaux criminels africains. Ce problème, à la base, de transbordement, n'ayant pas été traité, s'est métastasé en quelque chose de plus grand, de plus complexe, de déstabilisateur et de purement africain.

Naissance d'un narco-État

De la perspective d'un trafiquant de drogue qui évalue la « facilité de faire des affaires », les États fragiles présentent toute une série de caractéristiques intéressantes pour la chaîne d'alimentation en stupéfiants à échelle internationale :

- Bien situé géographiquement par rapport aux pays producteurs et consommateurs à forte valeur ajoutée ou aux destinations de transit critiques pour atteindre ces marchés. L'aspect « géographique » s'entend ici non seulement en termes de distance physique entre producteurs et consommateurs, mais aussi en termes d'existence de ports et aéroports à forte circulation, de réseaux routiers ou de systèmes bancaires et financiers internationaux.

- Concentration suffisante d'autorité, surtout en matière de liaisons aériennes, maritimes et terrestres, entre les mains de relativement peu d'individus disposés à faciliter la circulation, complexe, de cargaisons de drogue en vrac.

- Individus disposés à la cooptation, rendue possible par une combinaison de :
  - Bas salaires, perspectives de carrière réduites, fierté institutionnelle limitée, niveau de professionnalisme médiocre, identité nationale faible, allégeance à la communauté non existante, etc.
  - Besoin de revenus élevé chez les individus clés, en raison de sources de rentrées alternatives faibles ou incertaines ou de la concurrence au sein de l'économie politique actuelle.
  - Prévalence d'autres formes de corruption, surtout d'autres formes de trafics illégaux, menant à un enchaînement ou un « surclassement » sans encombre vers le trafic de stupéfiants à forte valeur ajoutée.
  - Mauvaise compréhension des risques futurs associés au transbordement, incitant les communautés et groupes d'intérêt à ignorer les activités illicites.

- Risque faible d'être pris en raison de la faiblesse de la surveillance, des médias indépendants ou de la société civile.

- Risque faible de poursuites en raison d'un code juridique manquant de clarté, tel qu'une absence de criminalisation de la contrebande de drogue, ou d'un système judiciaire manipulable, permettant de ne pas comparaître ou de corrompre les acteurs clés.

- Coût réduit des opérations, principalement en termes de paiement à des locaux qui facilitent les services.

- Environnement réglementaire faible, incomplet ou opaque permettant une facilité d'acquisition de terres et de sociétés servant de façades.

La Guinée-Bissau attire les trafiquants parce qu'elle est proche du marché européen qui se développe actuellement et dispose d'assez bonnes relations au Portugal, point de chute clé de la drogue en Europe, ainsi que dans d'autres plaques tournantes d'Afrique, telles que le Sénégal, la Mauritanie, la Gambie ou le Maroc. Le président Vieira s'est sans aucun doute montré disposé à se prêter au trafic et a conservé suffisamment d'autorité pour en faciliter les mouvements. Il a peut-être été l'un des tous premiers à faire pénétrer le trafic de la cocaïne en vrac en Europe en passant par l'Afrique grâce aux liens qu'il avait mis en place pendant son exil au Portugal, au Sénégal et en Guinée de 1999 à 2005. Au fur et à mesure du développement du trafic, les leaders militaires s'y sont également impliqués, grâce à leur autorité sur les routes terrestres, maritimes et aériennes et à leur capacité à protéger les cargaisons de gros. En fait, la participation passée de l'armée au trafic d'armes pourrait avoir facilité le passage au trafic de drogue. L'armée et Vieira ainsi que d'autres membres clés de l'élite étaient déjà en concurrence pour le pouvoir et ne disposaient que de peu d'autres sources de revenus alternatives comparables. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient accueilli à bras ouverts les énormes sommes associées au trafic de drogue pour renforcer leurs positions. Rares étaient les autres institutions qui avaient les moyens d'intervenir, l'Assemblée nationale, la police judiciaire et la justice demeurant en effet trop faibles. Le risque d'être pris était minime, bien que les groupes de la société civile et les médias indépendants aient constamment souligné le problème ces dernières années, montrant courageusement du doigt des dirigeants et des responsables clés. Le risque de poursuites est presque inexistant. Les quelques rares arrestations qui se sont produites ont généralement donné lieu à une fin de non-recevoir ou ont été retardées. L'environnement réglementaire est extrêmement laxiste. Il est relativement simple d'acquérir des terres ou de créer des sociétés avec un minimum de papiers ou de contrôle, surtout pour les personnes disposant de relations. Toutes ces conditions apportent à la Guinée-Bissau un « avantage comparatif » pour faire d'elle le premier narco-État d'Afrique.

Étant donné cette évolution et cette expansion constantes du trafic de drogue en Afrique, il se pourrait bien que la Guinée-Bissau ne soit pas le seul narco-État du continent, simplement le plus reconnaissable. Avec son économie de petite dimension, le haut niveau de concurrence déjà en place parmi les membres de l'élite politico-militaire, sa série de conflits et la faiblesse de ses institutions publiques, la Guinée-Bissau a vu la détérioration qui a accompagné le trafic de stupéfiants à forte valeur ajoutée progresser rapidement, menant à un rythme plus rapide de coups d'État, de meurtres et de crises. Rares sont les pays d'Afrique à avoir la même combinaison de facteurs et la même intensité d'influences négatives, mais cela ne signifie pas que d'autres narco-États ne sont pas en train d'émerger. Le Mali par exemple a montré pour la première fois des signes manifestes d'instabilité alimentés par le trafic-de drogue en 2007-2008[63]. La croissance du trafic de cocaïne à l'intérieur du Mali et par le pays au cours des dix dernières années a contribué à l'affaiblissement de l'État malien, avec la cooptation de l'armée notamment, et à une concurrence entre les milices et les réseaux de criminels et de terroristes émergents dans la partie nord du pays[64], conduisant aux événements qui ont rapidement dégénéré début 2012. Ce pays qui était autrefois un modèle de démocratie émergente et de stabilité en Afrique de l'Ouest a été victime d'un coup d'État de l'armée et s'est retrouvé divisé entre la moitié nord non gouvernée et contrôlée par des milices islamistes violentes, et la moitié sud, avec un État régi par l'armée. Des situations similaires pourraient se produire dans d'autres pays africains, mais comme ces changements ont tendance à se dérouler de l'intérieur, ils ne sont pas tout de suite forcément évidents. Ce n'est que quand les crises prennent racine que le niveau de compromission du pays apparait.

Il s'agit là d'une caractéristique commune du trafic de stupéfiants. Si le trafic de drogue est souvent associé aux images de cette violence qui, depuis des années, ravage le Mexique ou la Colombie, elles sont en fait plus souvent le signe d'une étape tardive du processus d'évolution des narco¬-États. En effet, au début, le trafic passe souvent inaperçu, les trafiquants s'assurant les services d'institutions ou d'individus à des positions clés pour faciliter leurs activités clandestines[65]. Cela mène à un affaiblissement progressif des institutions publiques de l'intérieur. Au fil du temps, la police, le judiciaire, l'armée et le processus politique dans son ensemble peuvent être victimes du haut niveau de corruption alimentée par la drogue[66]. De même, le trafic de drogue alimente les moteurs préexistants de l'instabilité dans un pays de transbordement. L'État s'affaiblit au fur et à mesure que le trafic se développe. En parallèle, la concurrence entre les membres de l'élite s'intensifie, comme la violence politique, la corruption et les activités des gangs ou des milices. Dans certains pays, le trafic croît au point où la corruption et la cooptation ne sont plus suffisantes dans le cadre d'un commerce aux enjeux importants de ressources finalement limitées impliquant de nombreux groupes et acteurs. Ce sont alors l'intimidation et la violence qui servent à protéger ou développer le commerce de la drogue dans ces environnements de trafic de drogue mûrs. La lutte contre les groupes responsables du trafic et le renversement d'un problème qui se métastase depuis des années exigent une période intense et souvent longue de réadaptation et de réforme. Comme dans le cas de la Guinée-Bissau, une telle réforme est souvent impossible sans un engagement extérieur important, beaucoup plus intense que ce qui aurait été nécessaire pour ralentir ou prévenir une telle détérioration si l'on y avait fait face plus tôt, lorsque le problème n'était encore qu'unidimensionnel[67].

Recommandations

L'état de crise persistant en Guinée-Bissau est devenu plus grave, plus violent. En outre, il encourage de plus en plus l'instabilité chez ses voisins, surtout au Sénégal, en Gambie, en Mauritanie, au Mali, en Guinée et ailleurs. Cependant, plutôt qu'une réponse basée sur les symptômes, c'est un cadre de stabilisation qui est nécessaire pour résoudre les fissures politiques fortement ancrées dans le pays. Rompre le cycle de crises du pays exigera des réformes fondamentales. Les fissures se situant à plusieurs niveaux, différentes pistes de réforme doivent être suivies en parallèle et en collaboration par divers acteurs à l'échelle nationale et internationale. Certains personnages influents ayant des intérêts personnels dans le statu quo, l'on assistera inévitablement au rejet de toute initiative de réforme.

Réformes politiques et de gouvernance

La centralisation du pouvoir et l'absence de freins et contrepoids au niveau de la présidence se trouvent au cœur des nombreuses crises qu'endure le pays. Les faibles marges de victoire aux élections présidentielles passées en Guinée-Bissau et les remaniements réguliers des partis élus au Parlement montrent que l'électorat préfère un État plus équilibré avec une représentation plus large. Les Bissau-Guinéens souhaitent un processus de prise de décisions qui soit plus ouvert et davantage basé sur des règles, qui mette un terme à la philosophie selon laquelle le gagnant rafle toute la mise, système qui domine depuis longtemps la politique nationale, surtout dans le cas des courses à la présidence, souvent violentes. La mise en place de plusieurs centres de pouvoir peut permettre de réduire les enjeux et d'améliorer la stabilité et la prospérité. En effet, pendant le mandat du président Sanhá, un équilibre presque accidentel du pouvoir parmi les éléments clés de l'administration a contribué à une période de paix et de croissance économique avec des avantages à grande échelle. Toutefois, un tel système de contrepouvoirs doit être institutionnalisé, avec éventuellement des lois qui :

- Donnent au premier ministre davantage de pouvoirs exécutifs
- Précisent le pouvoir limité du président en matière de nominations aux niveaux national, régional et local
- Renforcent le rôle du Parlement en matière d'approbation des budgets et de contrôle des dépenses
- Accordent davantage de pouvoir et d'autonomie :
  - Au bureau du procureur
  - Aux tribunaux
  - À la commission de lutte contre la corruption
  - À la commission de défense des droits de l'homme
- Redonnent de la vitalité à un service public s'appuyant sur le mérite[68].

Ces changements parmi d'autres exigeront une révision de la Constitution bissau-guinéenne, qui aujourd'hui reflète encore en grande partie l'État unipartite né immédiatement après l'indépendance. Des références explicites et nominales à des partis politiques, au mouvement de la libération et à d'autres événements spécifiques occupent une place importante dans ce document, qui devrait être intemporel

et servir de fondement à un système politique plus large que tout parti, toute institution ou toute période. Il serait souhaitable de créer une commission rassemblant des experts politiques et juridiques et y associer une forte représentation des groupes de la société civile du pays, de manière à mettre en place un cadre de gouvernance moderne qui soit plus propice à un ordre démocratique stable, équilibré et durable. Une telle initiative s'inspirerait des précédents créés par les différentes assemblées constitutives organisées dans l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest au cours des transitions passées, notamment la commission de la réforme constitutionnelle mise en place à la suite d'une crise politique au Niger concernant les pouvoirs du président qui a entraîné un coup d'État militaire en 2010. La commission rassemblait dix-huit experts politiques et juridiques nigériens, notamment un spécialiste de la diaspora en qualité de président, et a formulé une ébauche de constitution à l'issue de longues délibérations et sur la base des contributions de la société civile et de groupes d'intérêt. Cette première version a finalement été adoptée par référendum national, ce qui a permis la reprise d'un ordre constitutionnel en vertu d'un nouveau cadre de gouvernance mettant en place des limitations plus importantes pour le président et le premier ministre, un tribunal constitutionnel plus robuste, des droits individuels plus clairs et maintes autres révisions[69].

Bien qu'il soit globalement considéré comme bien organisé, équilibré et représentatif en dépit de son budget dérisoire, le Parlement bissau-guinéen, appelé l'Assemblée nationale populaire, est sous-exploité en tant que mécanisme de réforme et de changement dans le pays. Les parlementaires n'ont pas l'impression d'avoir les pleins pouvoirs et ils manquent d'expérience pour travailler avec leurs homologues et faire progresser de manière conjointe un programme politique ou exercer les rôles de contrôle d'un corps législatif. En outre, les réunions dans les villages et les initiatives pour mettre les communautés en relation avec leurs représentants sont rares, ce qui crée un écart entre la politique nationale et les intérêts communautaires qui affaiblit tant les parlementaires que les citoyens. Bien que les corps législatifs du Portugal et du Royaume-Uni aient tenté de promouvoir les valeurs du parlementarisme dans le contexte du développement national, la communauté internationale dans son ensemble doit rehausser le niveau de l'Assemblée nationale bissau-guinéenne dans le cadre d'une stratégie de normalisation de la politique dans le pays et responsabiliser les parlementaires qui doivent légalement se trouver au premier plan de la représentation des intérêts des citoyens et des efforts visant à améliorer la cohésion de la société bissau-guinéenne.

Une plus grande responsabilisation de l'Assemblée nationale bissau-guinéenne exigera un rôle plus fort pour l'opposition parlementaire. Les groupes d'opposition qui se sont succédés à l'Assemblée nationale n'ont pas vraiment pu participer aux débats concernant le budget et les programmes publics, l'élaboration des propositions de loi, ainsi que d'autres éléments essentiels de la vie politique. Cet écart explique également la tendance de certains responsables de l'opposition à renverser le processus démocratique, à s'associer à l'armée et à déstabiliser le pays. Dans bien des parlements et corps législatifs, les partis leaders de l'opposition contrôlent certaines commissions, appelées en général commissions des comptes publics, qui disposent des pouvoirs de tenir des audiences, d'appeler des responsables publics à témoigner, d'organiser des contrôles des programmes publics et d'évaluer les dépenses. La création

d'une telle commission à l'Assemblée nationale de Guinée-Bissau pourrait renforcer les contrepouvoirs, encourager les politiques à travailler au sein du système politique plutôt que de le contourner et minimiser le système selon lequel le gagnant rafle toute la mise qui a tant dominé la politique dans le pays.

Faire face au passé

Quels que soient le bon sens et l'équilibre du programme de réforme, l'intensité de la polarisation et des divisions, encouragées pendant des années de machinations politiques, d'abus de pouvoir, de conflits et de coups d'État, compliquera la mise en place de la réforme et l'obtention d'un consensus[70]. La confiance et le dialogue ont désespérément besoin d'être rétablis.

La Commission de la réconciliation nationale, créée par l'Assemblée nationale en 2009, doit prendre la tête des efforts visant à encourager la confiance et le dialogue. Jusqu'ici, elle a reçu une assistance financière et technique de la part de l'ONU, de l'Union interparlementaire, du Portugal et du Japon, le parlement britannique proposant, quant à lui, une médiation extérieure. Cette commission fait un travail de proximité dans différents domaines, à la fois parmi les principaux groupes politiques et militaires et auprès des dirigeants communautaires, des groupes de citoyens et de la société civile dans l'ensemble du pays. Son objectif est de revitaliser progressivement une norme de communication qui est vitale pour la résolution pacifique des différends en Guinée-Bissau.

Sans chaînes de communication en place pour atténuer les tensions ou résoudre les malentendus, des incidents mineurs en Guinée-Bissau prennent vite de l'élan et finissent en urgences avérées mais néanmoins évitables. Toutefois, de 2010 à début 2012, le Bureau intégré des Nations Unies en Guinée-Bissau et la Commission de réconciliation nationale ont fait des progrès importants pour banaliser les échanges semi-privés et même publics entre les principaux conseillers du général Indjai, du premier ministre Gomez Junior et du président Sanhá. Bien qu'un grand nombre de ces réunions n'ait pas mené à grand-chose en termes de réformes concrètes, le simple fait d'institutionnaliser de tels échanges réguliers peut reconstruire peu à peu la confiance et souvent faire prendre conscience de terrains d'entente communs qui peuvent former les bases du progrès. Malheureusement, le décès du président Sanhá au début de l'année 2012 a brisé l'émergence de cette dynamique qui n'était pas encore suffisamment enracinée pour prévenir les tensions qui sont nées par la suite et ont abouti au coup d'État d'avril 2012. Cependant, cet effort a montré qu'un dialogue constructif était possible. La Commission de réconciliation nationale et la mission de l'ONU doivent donc travailler à la revitalisation des échanges entre les groupes politiques et militaires clés pour instaurer fermement un dialogue routinier de manière à éviter que les crises ne finissent par échapper à tout contrôle.

La Commission de la réconciliation nationale a également pour mandat la préparation et l'organisation d'une Conférence nationale sur les voies de la consolidation de la paix et du développement. Cette grande manifestation a pour but de permettre à un échantillon de la population bissau-guinéenne de présenter ses priorités, ses griefs et ses aspirations pour le pays et de discuter des causes du conflit et des

réformes et stratégies potentielles nécessaires pour résoudre la polarisation actuelle à l'échelle nationale. Pour ce faire, d'importantes consultations préparatoires ont été organisées par la Commission de la réconciliation nationale dans l'ensemble du pays pour encourager une participation importante à cet effort en question. Outre plusieurs réunions à Bissau avec des représentants clés d'institutions politiques et du secteur de la sécurité, la commission a également organisé 22 réunions où se sont retrouvés 1 400 délégués au cours de 80 jours de voyage dans l'ensemble des régions administratives du pays en 2010 et 2011. Les perspectives et discussions qu'ont engendrées ces réunions permettront d'établir directement l'ordre du jour de la Conférence nationale. En outre, des experts internationaux de la paix venus de pays sortant de conflits, tels que le Rwanda, l'Afrique du Sud et l'Irlande du Nord, participeront à la Conférence nationale en qualité d'animateurs objectifs et de dépositaires des enseignements en matière de réconciliation dans d'autres contextes de polarisation.

La Conférence nationale devait au départ se tenir fin janvier 2012, mais le décès du président Sanhá début janvier a forcé à la reporter. Le processus est ensuite tombé à l'eau à la suite du coup d'État. Cependant, un travail important et précieux a déjà été accompli pour revitaliser la confiance et le dialogue dans le pays. Par conséquent, il convient de remettre la Conférence nationale sur pied pour prouver aux Bissau-Guinéens qu'ils peuvent partager leurs opinions de manière constructive, qu'ils seront entendus et que le dialogue est un moyen précieux de faire part de ses griefs et d'en élaborer une compréhension partagée.

D'autres initiatives de réconciliation soutenues sont également nécessaires pour compléter le processus de la Conférence nationale, surtout entre civils et militaires. Les efforts déjà réalisés pour banaliser les échanges entre anciens combattants, officiers et représentants de la société civile, comme Mom ku Mom, doivent être davantage soutenus et développés. Reprendre l'histoire de la lutte unie de la Guinée-Bissau pour l'indépendance pourrait aussi permettre de combler les fossés qui existent entre le secteur de la sécurité et la société dans son ensemble. En réalité, cette proposition est née des réunions régionales organisées en préparation de la Conférence nationale de 2012. Ce projet pourrait inclure des historiens civils et des représentants de la société civile qui travailleraient avec un groupe de « combattants de la liberté » de différentes origines ethniques issus de la lutte anticoloniale et se concentrerait sur les liens formés au cours de celle-ci, sur les sacrifices réalisés par l'ensemble des groupes, sur le sentiment partagé de fierté qui en a résulté et sur la manière dont ces liens pourraient être ravivés. Une évaluation franche de cette histoire pourrait réduire les divisions au sein des forces armées, ranimer le respect des hommes de troupe et de la population pour cette institution et éviter que ne se poursuive la détérioration des relations entre l'État et la société.

Dépolitisation de l'armée

La politisation de l'armée constitue un autre moteur fondamental de l'instabilité en Guinée-Bissau. Des réformes législatives doivent être mises en place pour définir clairement les rôles et responsabilités de l'armée, sur la base d'une stratégie lucide de sécurité nationale et d'une évaluation tout aussi claire

de celle-ci. Ces réformes nécessiteront notamment de redonner le pouvoir de définition de la politique de sécurité nationale à des dirigeants civils légitimes et de créer un contrôle législatif actif. Ainsi, les dirigeants qui recevront une telle autorité seront responsables vis-à-vis de l'ensemble de la population[71]. Vu l'héritage de méfiance entre la présidence et l'armée en Guinée-Bissau, la réhabilitation de telles normes nécessitera sans doute la création d'un organe de contrôle indépendant et largement respecté, expert en questions de sécurité, de sorte à protéger les dirigeants militaires contre des actes punitifs de la part des autorités civiles à des fins politiques.

Rééquilibrage des grades. S'il faut continuer à consulter l'armée en ce qui concerne le recrutement et les promotions à accorder aux officiers, ces décisions doivent être prises par le corps législatif national sur la base de directives claires et méritoires visant à relever le niveau de professionnalisme de l'armée. De telles décisions doivent également être guidées par l'objectif de réconciliation nationale après presque vingt ans d'aggravation du népotisme, de favoritisme ethnique et d'autres abus au sein des forces armées. Les unités existantes doivent être progressivement restructurées de manière à réintégrer plusieurs groupes ethniques et participer régulièrement à des exercices et formations visant à développer la camaraderie entre groupes ethniques. Les Balantes, qui représentent près de 80 % du personnel militaire mais seulement 25 % d'une population diversifiée sur le plan ethnique, y sont en effet actuellement surreprésentés.

Limites de mandats. Il est nécessaire d'imposer des limites aux mandats des haut-gradés, pratique courante dans les autres pays, pour éviter une inertie politique ou stratégique au niveau des bureaux les plus importants, réduire le népotisme et la corruption et donner des opportunités aux officiers qui progressent. Dans de nombreux pays, les haut-gradés sont nommés pour les postes de responsabilité dans l'armée par l'exécutif et approuvés par le Parlement ou une commission parlementaire avant de servir pour des mandats de deux ou trois ans avec possibilité d'un mandat supplémentaire. De tels réglages en matière de gestion du personnel seront essentiels pour apaiser les inquiétudes de voir les affaires militaires éventuellement dominées par un groupe unique de l'élite politico-militaire ou que les promotions et le recrutement se fassent sur des bases népotiques, tous ces scénarios ayant été les causes des crises passées. L'institution de telles limites correspond également à la tendance actuelle en Afrique concernant les mandats présidentiels.

Retraites. Toute initiative d'institutionnalisation de limites de mandats pour les haut-gradés doit également maintenir des indemnités et des avantages intéressants pour ceux qui partent en retraite dans les règles. En Guinée-Bissau, le dysfonctionnement du système de retraite depuis des années, qui constituent la plus grande inquiétude de nombreux hauts gradés, font qu'ils se montrent extrêmement réticents à l'idée de partir à la retraite alors qu'ils ne sont plus vraiment intéressés par le service.

Dans ce domaine, les partenaires internationaux de la Guinée-Bissau pourraient apporter une assistance précieuse en matière de véritables efforts de réforme. Grâce à l'aide de la CÉDÉAO, de la CPLP et des pays européens, de nombreux progrès ont été accomplis au cours des dix dernières années pour

améliorer le système des pensions militaires en Guinée-Bissau. Des fonds ont été réservés et un système administratif mis en place, mais le lancement du Fond spécial de retraites, prévu en janvier 2012, ne s'est jamais produit. À la suite du coup d'État d'avril 2012, la coopération entre les acteurs internationaux s'est presque complètement interrompue. La création et le maintien d'un système de retraites pourrait stimuler la démobilisation qui fait cruellement défaut et rééquilibrer la composition de l'armée, qui comprend beaucoup trop d'officiers d'un grade élevé et d'un âge trop avancé.

Professionnalisation du contrôle administratif. Pour décourager la corruption et remonter le moral de la population, l'on pourrait améliorer la transparence des méthodes de paiement des salaires, en étudiant par exemple la possibilité de mettre en place un système de paiement électronique par téléphone portable. Ainsi, en Afghanistan, le paiement des salaires, les transferts d'argent de particulier à particulier et d'autres services bancaires ont été mis à la disposition de la police par téléphone portable par le biais de la technologie mobile M-Pesa, lancée au Kenya. Les usagers afghans, ravis du programme, ont même signalé des « augmentations », alors qu'en fait le processus empêchait tout simplement leurs supérieurs sans scrupule de se servir systématiquement sur les salaires de leur personnel. En parallèle, de nombreux agents de police « fantômes », c'est-à-dire des employés fictifs créés pour détourner des salaires, ont été découverts et éliminés des effectifs[72]. Le paiement de fonctionnaires par téléphone portable est également de plus en plus courant au Kenya et en Afrique du Sud[73] et a été lancé en République démocratique du Congo où il sera fortement développé en raison du succès et de la popularité du système[74].

Éducation militaire professionnelle. Des propositions d'échanges et de formation militaires de la part de partenaires internationaux pourraient encourager et professionnaliser les hauts gradés de Guinée-Bissau, limitant progressivement la politisation de l'armée. Pour ce faire, il sera essentiel de mettre en place des échanges avec des écoles militaires et des académies de formation dans des pays disposant de fortes traditions de contrôle civil de l'armée et d'une réputation suffisamment neutre en Guinée-Bissau. De telles opportunités d'éducation militaire professionnelle se sont révélées avoir un impact mesurable sur la stabilisation de pays en cours de transition politique[75]. Le Brésil, qui reste respecté en Guinée-Bissau et a mené certains efforts de consolidation de la paix dans le pays, pourrait être parfait pour de tels échanges, de même que l'Inde, étant donné la présence dominante d'entreprises indiennes au sein du secteur de la noix de cajou en Guinée-Bissau, leur réputation relativement neutre dans le pays et le professionnalisme des forces armées indiennes. Plusieurs pays africains, tels que le Ghana, le Botswana et l'Afrique du Sud, disposent de bonnes écoles militaires et pourraient également fournir des opportunités utiles aux officiers bissau-guinéens. D'autres partenaires africains (Sénégal, Angola, Nigéria) pourraient être mal reçus au départ en raison de leurs alliances perçues en Guinée-Bissau. Quant aux partenaires internationaux qui n'organisent pas de tels échanges, ils pourraient les soutenir financièrement. Les programmes éducatifs doivent souligner la planification et l'analyse stratégiques, l'évaluation des menaces et les aspects pratiques de la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité. Cependant, il ne faut pas complètement négliger la formation tactique ou opérationnelle, car elle pourrait remonter le moral des troupes, augmenter la confiance et la solidarité au sein des unités.

Incitations à la réforme. Pourquoi les forces armées bissau-guinéennes soutiendraient-elles de leur plein gré un tel programme de réformes et se soumettraient-elles à l'autorité civile ? Tout d'abord, parce que les membres des forces armées, depuis les soldats de troupe jusqu'aux officiers les plus haut gradés, ont tous été victimes de la volatilité politique et des crises du pays. Les dirigeants des forces armées se retirent rarement d'eux-mêmes et bon nombre d'entre eux ont été assassinés. Et être un responsable militaire n'est pas une garantie de sécurité et de prospérité continue. Ainsi, le chef de la sécurité du général Antónia Indjai a été arrêté en février 2013 pour des raisons que l'on ignore. De même, l'ancien chef d'état-major de la marine, le contre-amiral Bubo Na Tchuto, a été à plusieurs reprises admis et exclus du sérail de l'armée, passant de cellules de détention aux réunions de leadership et vice versa, avant d'être arrêté par les autorités américaines en avril 2013[76]. Aucun chef d'état-major n'a été remplacé de manière pacifique depuis presque trente ans.

En plus de ces problèmes d'instabilité, il existe peu d'opportunités de faire une véritable carrière dans les forces armées. En effet, la formation est minimale, les avantages comme l'hébergement ou les soins de santé extrêmement mauvais et le paiement des salaires peu fréquent. Les promotions et la progression des jeunes soldats et des officiers sont déterminées par la politique du moment plutôt qu'en fonction du mérite ou de la performance. Sans oublier que la réputation de l'armée est catastrophique au sein de la population, qui se méfie d'elle, ne l'apprécie pas et la trouve importune. En d'autres termes, si les craintes et la résistance quant à la réforme du secteur de la sécurité sont inévitables, Il n'y a pas de consenus pour défendre le système en place. Contrairement à la violence et à l'incertitude de l'armée politisée bissau-guinéenne, le contrôle civil et démocratique de l'armée a tendance à apporter des ressources plus prévisibles pour une modernisation de la force, une plus grande légitimité aux services de sécurité et davantage de protections contre les réductions de grade ou les détentions arbitraires d'officiers[77].

Au-delà d'initiatives de réforme tangibles, une communication cohérente et transparente sera essentielle pour tout effort de réforme du secteur de la sécurité. D'importants soupçons planeront sans doute sur ces initiatives, étant donné les années de violentes querelles intestines au sein des forces armées qui ont causé les décès de dirigeants haut placés et plusieurs révoltes. Des personnes mal intentionnées répandront sans aucun doute de fausses informations pour saper les efforts de réforme. Pour toutes ces raisons, tout projet de changement du secteur de la sécurité doit être clair et bien diffusé, et les réformateurs doivent mobiliser les médias locaux et nationaux, surtout la radio, et envoyer des textos de masse, de manière à constamment expliquer la logique des changements et les avantages qui en découlent, et partager les progrès pertinents atteints. Par ailleurs, il serait utile, étant donné les divisions et soupçons actuels concernant les relations civilo-militaires, d'identifier des experts en communication au sein des forces armées pour qu'ils servent de liaisons essentielles afin de couper court aux rumeurs qui risquent de courir dans les casernes.

Les progrès en matière de réforme des forces armées seront sûrement progressifs, et il est probable que se produisent certains reculs. Cela a effectivement été le cas dans le cadre de plusieurs projets réussis de transformation du secteur de la sécurité dans des États fragiles ou en transition, notamment au

Portugal, au Brésil, au Salvador, en Sierra Leone, au Ghana, etc[78]. La Guinée-Bissau n'a jamais eu de doctrine militaire forte, de cadre institutionnel clair pour la gouvernance du secteur de la sécurité ou de stratégie de sécurité nationale viable. Par conséquent, des changements soudains au sein des forces armées provoqueront des réactions brutales et violentes, et nombre de réformes seront, au départ, infaisables étant donné la faiblesse des capacités institutionnelles du secteur militaire et de la défense. Il faut plutôt mettre en place le changement avec une perspective à long terme, par-delà les reculs et les rechutes.

Inverser le narco-État

Parallèlement aux réformes politiques et du secteur de la sécurité, il faut aussi faire face de manière plus directe au trafic de stupéfiants et aux autres formes de trafic illicite. Les réseaux de trafic ont coopté de nombreux responsables civils et militaires en Guinée-Bissau, réduisant fortement la disponibilité des points d'entrée et des partenaires locaux en direction du progrès. Cependant, d'importantes avancées peuvent être réalisées dans le cadre de cette lutte en se concentrant sur les liens qui existent entre le pays et les autres intermédiaires de ces trafics. Ainsi, la cocaïne qui arrive en Guinée-Bissau doit forcément passer par des États voisins pour atteindre les marchés européens et du reste du monde. Par conséquent, les acteurs internationaux ont un rôle important à jouer pour réduire ce commerce. Des efforts plus vigoureux pour combattre ces réseaux de trafiquants au niveau régional rendraient le trafic plus onéreux et les décourageraient d'utiliser la Guinée-Bissau comme l'antichambre du trafic de stupéfiants. De même, l'Europe et les États-Unis pourraient intensifier leur surveillance et leur reconnaissance du trafic ainsi que l'interdiction des cargaisons en vrac. Le Centre opérationnel d'analyse du renseignement maritime pour les stupéfiants (MAOC-N), effort conjoint de plusieurs pays européens en étroite collaboration avec les États-Unis, le Cap-Vert, le Brésil et d'autre pays visant à collaborer en matière de renseignement et d'interdiction, pourrait concentrer davantage d'efforts et d'actifs sur la Guinée-Bissau. En outre, bien que certains trafics maritimes aient été interdits par intermittence, il faut faire des efforts pour identifier et restreindre le trafic aérien. Les petits avions capables de recevoir des centaines de kilogrammes de cocaïne constituent l'une des méthodes préférées des trafiquants pour transporter de la drogue à destination et en provenance de la Guinée-Bissau. Nombre d'entre eux sont enregistrés en dehors du pays. Des efforts visant à mieux surveiller, enregistrer et inspecter les activités de transport dans les aéroports du Sénégal, de la Gambie, des îles Canaries, de la Guinée et du Cap-Vert pourraient donc rendre l'usage de ce mode de trafic plus compliqué. Des mesures simples pourraient avoir un impact important, comme soutenir des groupes de surveillance qui suivent les avions à l'atterrissage ou au décollage et partagent les informations sur leur enregistrement en ligne. De même, la mise en place de meilleures relations avec les communautés de pêcheurs et leurs associations professionnelles pourrait favoriser une source précieuse d'informations sur le trafic maritime, car les artisans pêcheurs sont souvent sollicités pour aider au déplacement de la drogue du navire jusqu'au rivage ou le long des routes côtières empruntées par le trafic[79].

Si l'interdiction de la drogue constitue une solution insuffisante au trafic de drogue et à ses impacts, elle pourrait toutefois, en Guinée-Bissau, affaiblir les fauteurs de trouble en réduisant l'usage qu'ils font des revenus générés par le trafic pour manipuler les réseaux de népotisme. Cela créerait un champ de manœuvre essentiel pour faire progresser d'autres réformes structurelles et d'assistance technique afin de prévenir la cooptation et l'infiltration des institutions publiques par les réseaux de trafic. En outre, les enquêtes ciblées, telles que celle qui a conduit à l'arrestation du contre-amiral Bubo Na Tchuto et de quatre autres trafiquants bissau-guinéens en avril 2013, peuvent également avoir un impact significatif tant sur la dislocation des réseaux existants que sur la remise en question de la culture d'impunité et du calcul des risques par les autres trafiquants.

Il faut également intensifier la pression sur les activités liées au trafic à l'intérieur de la Guinée-Bissau, même si cela est difficile. Pour ce faire, il faudra augmenter la capacité des enquêteurs, des procureurs et des juges à poursuivre des affaires. Il est surprenant de constater que les progrès de nombre de ces institutions ont représenté une lueur d'espoir ces dernières années, notamment avec de véritables acquis de la part de la police judiciaire[80]. Les enquêtes parlementaires passées, notamment en matière de trafic d'armes à la fin des années 90, ont également mis en lumière de telles activités illégales. Cependant, les réformateurs bissau-guinéens ont encore besoin d'aide. Les précédentes enquêtes n'ont conduit à aucune poursuite en raison des liens étroits entre les réseaux criminels et certains responsables publics. Pour renforcer les capacités des réformateurs, il faut baser à Bissau une mission d'experts étrangers disposant d'un mandat international en matière d'enquête, de poursuites et de questions juridiques pour apporter une assistance technique directe et soutenue à leurs homologues locaux. Non seulement ces experts internationaux leur fourniraient la capacité d'appliquer la loi, mais ils remonteraient aussi le moral aux réformateurs locaux victimes d'intimidation et de pressions politiques visant à retarder leurs travaux ou à simplement les forcer à s'autocensurer. Un tel concept a déjà été proposé en Guinée-Bissau. En effet, des réunions de coordination entre la CPLP, la CÉDÉAO, l'Union africaine et les Nations Unies en septembre 2011 ont parlé ouvertement de la possibilité d'envoyer des administrateurs et des experts juridiques brésiliens et portugais à Bissau pour former et soutenir leurs homologues locaux[81].

Au Guatemala, une initiative organisée par les Nations Unies et approuvée par le corps législatif national, la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) constitue un précédent qui pourrait être utile. La CICIG a en effet contribué à une amélioration marquée des enquêtes et poursuites dans le cadre des crimes d'envergure commis au niveau du gouvernement et de nombreuses réformes administratives et juridiques. À la suite de la longue guerre civile au Guatemala, qui s'est terminée en 1996, le pays a connu des niveaux extrêmement élevés de corruption des fonctionnaires et de violence criminelle et politique, essentiellement le fait d'anciens rebelles qui avaient infiltré ou coopté les agences publiques. Cela a été encore aggravé par le rôle du pays dans le trafic interaméricain de la cocaïne, permettant à de grandes quantités de drogue et de revenus générés par ce trafic de passer par le pays. Le taux d'homicides du pays était parmi les plus élevés au monde. Cette commission a donc été explicitement créée pour cibler l'ingérence des groupes du crime organisé dans les bureaux et agences publics, cause première de la violence et de la corruption à l'époque. La CICIG a été lancée en

2007, et son succès a donné suite à plusieurs projets. Depuis ses débuts, elle a procédé à de nombreuses enquêtes, arrestations, poursuites, formations et réformes juridiques. D'anciens ministres, un chef de la police, un haut responsable de la lutte contre la drogue, un procureur général et beaucoup d'autres personnes politiquement et économiquement puissantes ont été renvoyés pour des irrégularités ou arrêtés et inculpés de différents crimes[82]. La CICIG s'est également fait une réputation de crédibilité et de neutralité, certaines enquêtes ayant innocenté des personnalités importantes qu'on croyait responsables de meurtres, de trafic et d'autres crimes. Par ailleurs, des dizaines de procureurs et d'enquêteurs ont été formés et de nombreux agents de police contrôlés, entraînant le renvoi de plus de 2 000 d'entre eux jugés inaptes au service en raison de liens avec la corruption. De nouvelles lois portant sur le crime organisé, les armes et les munitions, les poursuites pénales et les négociations concernant les chefs d'inculpation ont été adoptées, et celles déjà en place ont toutes été renforcées[83]. Une mission similaire en Guinée-Bissau pourrait être mandatée par l'ONU avec un fort soutien de l'Union africaine, de la CPLP et de la CÉDÉAO. Afin de prévenir toute accusation de parti pris, les États africains, et des pays lusophones et européens pourraient détacher des experts. En effet, l'équipe de la CICIG comprend 186 membres représentant presque deux douzaines de nationalités différentes.

De telles missions sont extrêmement pertinentes pour les problèmes posés par les narco-États et le crime organisé transnational dans l'ensemble de l'Afrique. Si les opérations de maintien de la paix sont devenues l'instrument par défaut pour faire face à la déliquescence des États ou au conflit, un bataillon de casques bleus ne saurait résoudre le problème que constituent les réseaux criminels indistincts ou la cooptation omniprésente des fonctionnaires et des institutions publiques par les réseaux de trafiquants. Les narco-États et les victimes de la profonde pénétration des réseaux criminels nécessitent des missions multilatérales apportant une expertise technique qui corresponde à la réforme des cadres juridiques et des codes pénaux, de l'administration fiscale, des registres et des réglementations financières des entreprises et des techniques d'enquête modernes pour développer et poursuivre des affaires pénales complexes. Ces missions nécessiteront forcément un certain niveau de protection contre les violences et les intimidations, ainsi qu'un mandat fort et un soutien politique cohérent de la part d'un organisme international respecté. Elles sont souvent les plus efficaces quand elles sont approuvées par le corps législatif, une convention ou une entité représentative du même type au niveau national.

Les membres de ces missions peuvent réaliser des progrès à court terme tout en encourageant des réformes auto-suffisantes. Ainsi, au Guatemala, la CICIG a travaillé en étroite collaboration avec des unités d'application de la loi et des procureurs approuvés pour faire des progrès immédiats dans le cadre de grandes affaires, notamment contre des individus autrefois réputés « intouchables » qui jouissaient de puissantes relations politiques. D'autres éléments de la CICIG se sont concentrés sur la formation poussée et la réforme de l'administration fiscale et des codes pénaux. Il est surtout important de noter que la collaboration directe de responsables de l'application de la loi, de procureurs, de juges et de fonctionnaires au niveau local avec leurs homologues de différents pays peut dissiper la désillusion et les craintes nourries par les cultures d'impunité fermement établies qui font partie des défis les plus pernicieux des narco-États et d'autres contextes similaires[84]. En poursuivant en justice les cas de

corruption des fonctionnaires et en disculpant certains dirigeants soupçonnés d'actes criminels, les travaux de la CICIG ont également changé les perceptions des citoyens à propos de l'État. En d'autres termes, les initiatives de ce type ont des impacts importants non seulement sur le crime transnational, mais aussi sur le rétablissement de la bonne gouvernance et de la légitimité de l'État.

Mise sous pression des éléments perturbateurs

D'autres moyens de pression seront nécessaires pour encourager la coopération et décourager les tentatives de faire échouer les efforts de maintien de la paix. Au lendemain du coup d'État militaire d'avril 2012, les Nations Unies, l'Union européenne, l'Union africaine et la CÉDÉAO ont mis en place des sanctions financières et des interdictions de voyager ciblant certains responsables militaires clés. Malheureusement, l'application de telles mesures a été irrégulière, surtout dans les pays membres de la CÉDÉAO. En effet, des rapports signalant que le général Indjai, chef des forces armées de Guinée-Bissau, s'était rendu au Mali et en Côte d'Ivoire en juillet 2012, puis de nouveau en Côte d'Ivoire et au Sénégal en mars 2013 sapent les effets de telles mesures et la crédibilité de la CÉDÉAO de manière plus générale[85]. Cette dernière doit donc faire appliquer ces mesures avec plus de rigueur. En outre, la Guinée-Bissau étant membre de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest, la CÉDÉAO devrait pouvoir enquêter sur les actifs financiers de dirigeants bissau-guinéens clés qui ont probablement des actifs et des comptes en Gambie, au Sénégal et dans d'autres pays de la région. De surcroît, ce type de mesures ne doit pas se limiter exclusivement aux officiers, dans la mesure où certains dirigeants et organisations civils ont également joué des rôles importants dans la déstabilisation du pays.

Il faut également créer une commission internationale d'enquête ou un groupe international d'experts pour enquêter sur la série d'assassinats qui se sont produits en 2009, notamment ceux du président, du chef d'état-major des forces armées et de plusieurs dirigeants politiques. Cette initiative se fait attendre depuis longtemps, étant donné la série de meurtres mystérieux qui se sont régulièrement produits et ont déclenché des crises en Guinée-Bissau. Pour mener ses travaux en Guinée-Bissau et dans la région, la commission ou le groupe d'experts aurait besoin d'un mandat fort soutenu par la CÉDÉAO, l'Union africaine et les Nations Unies et devrait rendre publics des rapports de ses conclusions sur la base de preuves, en identifiant notamment les organisations et les dirigeants militaires et civils qui ont volontairement contribué à la violence, la corruption ou l'instabilité. L'annonce d'une telle initiative, et de la responsabilité potentielle qui pourrait en découler, pourrait forcer les éléments subversifs de Guinée-Bissau à revoir leurs stratégies d'intransigeance et à éventuellement encourager la coopération avec les efforts de réforme.

En effet, l'arrestation en avril 2013 de Na Tchuto et, par la suite, la mise en examen d'Indjai ont été suivies d'une forte relance des négociations et des compromis par les responsables militaires dans le but de faire progresser la transition politique et d'intensifier la coopération avec les acteurs internationaux en matière de lutte contre le trafic de la drogue[86]. En mars 2013, le Parlement, avec le soutien du PAIGC, a adopté un nouveau pacte de transition pour la création d'un gouvernement de transition plus inclusif et a prévu des élections nationales pour novembre 2013.

Responsabilisation de la société civile et des médias indépendants

L'émergence d'institutions démocratiques, de la société civile et de médias indépendants en Guinée-Bissau représente un autre domaine qui a besoin de soutien. Il est d'ailleurs intéressant de noter que ces différents éléments se sont révélés être une force de résistance et influence dans le pays. Cependant, ils font face à des intimidations et des violences de plus en plus importantes de la part des responsables militaires et politiques qui n'apprécient pas l'attention que génèrent ces différents acteurs indépendants. Par conséquent, il faut que les acteurs internationaux, surtout la CÉDÉAO par le biais de sa mission actuelle, tant politique que militaire (l'ÉCOMIB), dans le pays fassent davantage pour protéger ces groupes de plus en plus menacés. Les attaques, les mesures d'intimidation et les actions juridiques sans fondement qui ciblent les activistes des droits de l'homme et de la société civile ainsi que les journalistes doivent être condamnées publiquement et unanimement par les dirigeants de la société bissau-guinéenne. Il faut adopter des lois visant la criminalisation de la prise pour cible de journalistes et dans le cas de violations de celles-ci, imposer des enquêtes avec la participation d'acteurs indépendants et internationaux. L'État doit également cesser d'utiliser le matériel récemment acquis visant à identifier les radios communautaires et à en limiter les émissions.

Plusieurs organisations à but non lucratif averties et bien établies suivent les droits de l'homme et les droits civils, surveillent la responsabilité et l'intégrité des pouvoirs publics, soutiennent l'entreprenariat et améliorent la participation civique et l'accès à l'État. Cependant, il faut investir davantage dans le développement des capacités de ces différents groupes. En parallèle, fournir du matériel et une formation technique aux journalistes de la presse orale et écrite pour leur permettre de développer leur influence et leur engagement vis-à-vis de la population. Il sera tout aussi important de mettre tous ces acteurs en réseau pour augmenter proportionnellement leur efficacité et leur permettre de résister ensemble aux fauteurs de trouble et aux mesures d'intimidation. Enfin, apporter un soutien aux conférences organisées par les groupes de la société civile, les médias et les réformateurs publics pour leur permettre d'intensifier leurs efforts et améliorer leur résistance de manière exponentielle.

Harmonisation des approches internationales

Malheureusement, l'institutionnalisation des réformes en Guinée-Bissau a été fortement compliquée par le fait que nombre des anciens et plus proches voisins et alliés du pays y sont peu crédibles. Dans le cas de la CPLP et de la CÉDÉAO, des désaccords de longue date ont fait dériver les efforts de stabilisation du pays menés par ces grandes organisations et partenaires bilatéraux. En parallèle, les énormes investissements de l'Angola dans le secteur minier du pays ont inévitablement fait de la mission unilatérale angolaise d'assistance militaire la cible d'accusations d'ingérence étrangère et de favoritisme pour certains groupes.

En réalité, chacun des partenaires bilatéraux et multilatéraux peut fournir un effet de levier différent pour faire progresser la stabilité et la réconciliation en Guinée-Bissau. La CPLP, très proche du plus

grand parti politique, le PAIGC, est largement respectée par les habitants du pays, ce qui lui apporte la crédibilité nécessaire pour mener la plus influente organisation politique de Guinée-Bissau à un dialogue consensuel sans perdre la face vis-à-vis des partisans du PAIGC et de la population. Toutefois, la CPLP ne dispose pas d'un budget, d'une expertise ou d'un mandat véritables pour mener une mission de stabilisation. La CÉDÉAO quant à elle dispose d'une présence plus forte à Bissau, d'un cadre plus solide de gestion de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest, d'une légitimité plus large dans la région et de ressources plus importantes à gérer. Par ailleurs, elle jouit de bonnes relations avec les responsables militaires du pays, même si de nombreux Bissau-Guinéens se méfient de l'organisation en raison du soutien qu'a apporté le Sénégal au président Vieira pendant la guerre civile de 1998-1999 et de la mauvaise réputation de l'ÉCOMIB en matière de prévention des violations des droits de l'homme.

C'est un processus à trois niveaux qui est nécessaire pour encourager une approche internationale partagée du défi de stabilisation de la Guinée-Bissau. Tout d'abord, il faut revitaliser un Groupe de contact international pour la Guinée-Bissau, groupe qui a déjà existé, et bien qu'ayant fait l'objet d'une proposition dans le mois qui a suivi le coup d'État d'avril 2012, n'a pas été suffisamment mis à profit. Il faut donc le relancer et le restructurer pour donner un rôle important aux pays ne disposant que de peu d'intérêts en Guinée-Bissau, tels que les pays non membres de la CPLP et de la CÉDÉAO, de manière à créer un forum plus digne de confiance pour la résolution constructive des différends et la formulation d'une vision internationale partagée de la stabilisation en Guinée-Bissau.

Un effort multilatéral sera aussi nécessaire en Guinée-Bissau pour coordonner la mise en œuvre de la vision globale de la stabilisation . En tant qu'organisation disposant des plus importants personnel, budget, présence continue et crédibilité de tous les acteurs nationaux et partenaires internationaux, la mission de l'ONU en Guinée-Bissau est la mieux placée pour améliorer la coopération et la coordination sur le terrain entre les acteurs internationaux. Opérant de manière continue depuis 1999, d'abord comme Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, puis, depuis 2009, en tant que Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, la mission onusienne a en fait pour mandat de remplir un rôle de coordination entre la CPLP, la CÉDÉAO et l'UA. Certain progrès ont été atteints dans ce domaine fin 2012, début 2013, comme le montrent les missions d'évaluation conjointes en Guinée-Bissau menées par les cinq grandes organisations multilatérales que sont l'UA, la CPLP, la CÉDÉAO, l'UE et l'ONU[87]. Soutenue par un Groupe de contact élargi qui apporte une vision consensuelle et plus claire de la stabilité en Guinée-Bissau, la mission onusienne devrait mieux pouvoir remplir son rôle. Par ailleurs, elle soutiendra directement les efforts de consolidation de la paix par le biais de la formation, de l'assistance technique, du financement de petits projets et d'autres activités qu'elle a régulièrement lancées.

La CPLP et la CÉDÉAO auront toutes deux des rôles essentiels à jouer étant donné leurs nombreux points de contact, leurs effets de levier et leurs intérêts uniques dans le pays. La CÉDÉAO est logiquement l'organisation multilatérale par le biais de laquelle il faut canaliser la plupart des engagements avec l'État bissau-guinéen et les activités de stabilisation. En tant qu'État-membre, la Guinée-Bissau est en effet

signataire des protocoles de la CÉDÉAO sur la gouvernance démocratique, de son cadre pour la libre circulation des peuples et des marchandises dans la région et du code de conduite des forces armées. Elle utilise le franc CFA ouest-africain comme monnaie et elle est membre de la Banque des États d'Afrique de l'Ouest. Elle dispose de liens politiques, économiques et militaires forts avec d'autres membres de la CÉDÉAO. Par ailleurs, le Conseil de médiation et de sécurité de la CÉDÉAO dispose d'une certaine expérience en matière de gestion des conflits et des crises dans la région. Cependant, la CÉDÉAO doit faire respecter de manière plus stricte ses propres protocoles et normes démocratiques en Guinée-Bissau et s'engager vis-à-vis de l'effort de stabilisation général dans le pays. Le Groupe de contact et la mission de l'ONU doivent s'assurer du respect de ces obligations. En outre, la force de stabilisation de l'ÉCOMIB en Guinée-Bissau doit prendre de l'assurance pour prévenir les violations des droits de l'homme ou la criminalité au sein des forces de sécurité bissau-guinéennes. La CÉDÉAO doit également s'assurer que les mécanismes de contrôle et de responsabilisation appropriés soient bien en place pour réduire les niveaux élevés de méfiance face à l'ÉCOMIB au sein de la plupart de la population du pays à l'heure actuelle et pour éviter que les soldats ouest-africains ne se laissent entraîner dans les trafics et les autres activités criminelles. La CPLP, quant à elle, peut utiliser ses solides relations avec de nombreux acteurs d'influence en Guinée-Bissau, surtout avec le principal parti politique, le PAIGC, pour soutenir un processus de réforme politique basé sur un dialogue, un compromis et un consensus réels. Il est dans l'intérêt de la CÉDÉAO et de la CPLP de mettre en place un travail de coordination sur une vision partagée, car celui-ci permettra de relever leur légitimité et leur crédibilité au niveau non seulement national, mais aussi régional et international.

Enfin, les acteurs multilatéraux doivent se méfier de toute activité d'investissement opaque et déstabilisatrice en Guinée-Bissau. En effet, le pays, riche en ressources naturelles, notamment en minéraux, en bois, en zones de pêche et sans doute également en pétrole, est une cible de choix pour les acteurs sans scrupules qui cherchent souvent à tirer profit de la fragilité d'un État et de la faiblesse de ses institutions et de ses représentants politiques qui se montrent disposés à sacrifier l'intérêt général sur l'autel de profits à court terme. Certaines préoccupations ont été soulevées en Guinée-Bissau concernant les investissements et les activités angolaises et chinoises. Qu'elles soient fondées ou pas, elles constituent un terreau idéal pour une concurrence et des différends politiques préexistants qui ne procureront aucun avantage pour le pays. Le Groupe de contact, la mission de l'ONU, la CÉDÉAO, la CPLP et les autres acteurs doivent donc tous s'assurer que l'État bissau-guinéen procède à la lumière des délibérations et en toute transparence quant à l'évaluation d'investissements de grande échelle dans le secteur minier. Une assistance technique doit être mise à sa disposition pour s'assurer de l'application des bonnes pratiques de manière à minimiser la corruption et maximiser la responsabilisation et l'importance des bienfaits.

Conclusion

La Guinée-Bissau a été perturbée par des crises de plus en plus fréquentes et complexes. Leur aspect sensationnel risque de détourner l'attention des dysfonctionnements institutionnels sous-jacents dans le pays qui sont le moteur de cette instabilité. Un système marqué par la centralisation d'un pouvoir politique qui ne rend aucun compte de ses actes a engendré de nombreux autres moteurs d'instabilité, notamment un secteur de la sécurité extrêmement politisé, un trafic illégal endémique de stupéfiants à forte valeur ajoutée et de nouveaux problèmes comme les divisions ethniques. Dans cette arène, les États étrangers et les organisations multilatérales ont souvent exacerbé l'instabilité en négligeant le besoin de réformes institutionnelles dans le pays, tout en favorisant des solutions à court terme qui leur permettent de maintenir leurs intérêts et leur effet de levier. Les conséquences d'une telle aggravation de l'instabilité ne se sont pas limitées à la Guinée-Bissau. Ses problèmes sont inextricablement liés aux activités militantes et terroristes d'Afrique de l'Ouest et ont alimenté le trafic de drogue dans l'ensemble de la région, menaçant sa sécurité, son développement et sa bonne gouvernance.

Étant donné le degré de volatilité et de polarisation en Guinée-Bissau, la stabilisation du pays ne peut pas se faire qu'à l'échelle nationale. De même, décrire les crises du pays comme une série de problèmes nationaux qui s'étendent maintenant au-delà des frontières est inexact. Sous bien des aspects, la difficile situation du pays est le symptôme d'une menace transfrontière d'ordre général. Par conséquent, dans le cadre de cette réponse transnationale, les partenaires internationaux de la Guinée-Bissau doivent s'engager vis-à-vis d'un effort de stabilisation plus stratégique et plus unifié dans le pays. Des interventions continuelles et intégrées sont nécessaires pour favoriser la réconciliation et surmonter la polarisation, réformer le système politique pour qu'il soit plus équilibré et plus responsable de ses actes, assurer la dépolitisation et la professionnalisation des forces armées et cibler les réseaux transnationaux de trafic de drogue par le biais d'une intensification des interdictions et le développement de la capacités des cadres judiciaires, policiers et réglementaires y afférents de Guinée-Bissau. La puissance de traction et la durabilité de tout effort de réforme dépendront de la participation et de la force des organisations de la société civile, du secteur des médias et des institutions démocratiques de Guinée-Bissau, qui sont en train de voir le jour, et qui doivent être constamment renforcés, protégés et inclus dans les activités de stabilisation.

L'expérience de la Guinée-Bissau en matière de trafic de drogue doit servir d'avertissement pour le reste de l'Afrique. Si aucun autre pays d'Afrique n'a encore eu à faire face à un tel niveau de différends, de reculs de la gouvernance ou d'instabilité générale qui soit alimenté par le trafic de drogue, l'expansion et l'évolution constantes de celui-ci, et la fabrication de stupéfiants sur le continent font qu'il est tout à fait possible que d'autres pays africains se retrouvent face à une situation plus ou moins semblable à celle de la Guinée-Bissau. Les difficultés du pays doivent constituer un exemple clair que le trafic de drogue, même s'il se limite à une activité de transbordement entre les fournisseurs et les pays consommateurs,

est lourd de conséquences et que la prévention est essentielle dans la mesure où le renversement de telles tendances est extrêmement difficile et nécessite souvent des années de travail et un soutien international considérable. Une intervention en faveur de la stabilisation de la Guinée-Bissau doit donc être considérée comme une première étape essentielle en direction de l'éradication d'un problème complexe et qui s'aggrave sur l'ensemble du continent.

Notes

[1] « Relatório Sobre a Situação dos Direitos Humanos na Guiné-Bissau 2010/2012 », Liga Guineense dos Direitos Humanos, disponible sur <http://www.lgdh.org/relatorioLGDH-Completo%2015Jan.pdf>.

[2] « Guinea-Bissau turmoil sparks cocaine and cashew crisis: U.N. », Reuters, 29 novembre 2012.

[3] Adam Nossiter, « Leader Ousted, Nation Is Now a Drug Haven », *New York Times*, 1er novembre 2012.

[4] Andre Maria Costa, « Assisting Guinea-Bissau » (allocution prononcée à la Conférence internationale sur le trafic de drogue en Guinée-Bissau, Lisbonne (Portugal), 19 décembre 2007), disponible sur <http://www.unodc.org/unodc/en/frontpage/assisting-guinea-bissau.html>.

[5] « G.Bissau Cashew Harvest in Jeopardy After Coup », Radio Netherlands Worldwide, 23 avril 2012.

[6] « Falling Cashew Exports Raise Hardship », IRIN, 15 août 2012.

[7] « Funds urgently needed to address a silent crisis in Guinea-Bissau », Programme alimentaire mondial, 28 mars 2013.

[8] « Mystery Jet Update: Malian 727 », The Yorkshire Ranter, 23 décembre 2009, disponible sur <http://yorksranter.wordpress.com/2009/12/23/mystery-jet-update-malian-727/>.

[9] Frédéric Powelton, « Une réunion secrète des cartels de la drogue en Guinée-Bissau, AQMI présente », Sahel Intelligence, novembre 2010, disponible sur <http://www.sahel-intelligence.com/2417-article145.html>. Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou, *The Many Faces of Al Qaeda in the Islamic Maghreb*, document d'orientation du GCSP no 15 (Genève : Centre de politique de sécurité, Genève, 2011), 3.

[10] Marco Vernaschi, « Guinea Bissau: Hezbollah, al Qaida and the Lebanese connection », Pulitzer Center on Crisis Reporting, juin 2009, disponible sur <http://pulitzercenter.org/blog/untold-stories/guinea-bissau-hezbollah-Al-Qaïda-and-lebanese-connection>.

[11] « République de Guinée-Bissau : Recensement des Forces armées », Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, avril 2008.

[12] 65 Senior Officers Readmitted to Armed Forces », IRIN, 2 décembre 2004. *Guinea-Bissau: In Need of a State*, Crisis Group Africa Report no 142 (Bruxelles : International Crisis Group, juillet 2007), 16-17.

[13] Alberto Dabo, « Guinea-Bissau leader survives post-election attack », Reuters, 23 novembre 2008.

[14] « G.Bissau Presidential Guards Disarmed After Alleged Life Attempt », Agence France-Presse, 6 janvier 2009.

[15] Marco Vernaschi, « Guinea Bissau: A Bomb, Private Jets and Cocaine », Pulitzer Center on Crisis Reporting, 18 juin 2009.

[16] Birgit Embaló, « Civil-Military Relations and Political Order in Guinea-Bissau », *Journal of Modern African Studies* 50, no 2 (juin : 2012), 276-7.

[17] *Rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau* (document de l'ONU S/2012/704, 12 septembre 2012).

[18] *Freedom of the Press 2012: Breakthroughs and Pushback in the Middle East* (Washington [DC] : Freedom House, 2012).

[19] « PJ em perseguição furiosa a traficantes de droga », *Ditaduro di Consenso*, 24 avril 2012, disponible sur <http://ditaduradoconsenso.blogspot.com/2012/04/pj-em-perseguicao-furiosa-traficantes.html>.

[20] « Autoridade Reguladora da Guiné-Bissau com equipamento para fiscalizar rádios », Lusa, 15 février 2013.

[21] Patrícia M. Ferreira, *Guinea-Bissau: Perspectives on the Up-Coming Elections*, Rapport de situation, (Institut d'études de sécurité de Pretoria, mars 2004).

[22] Entretien avec l'ambassadeur Joseph Mutaboba, ancien représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en Guinée-Bissau et directeur du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, 28 janvier 2013.

[23] Embaló, 265.

[24] Criminalité transnationale organisée en Afrique de l'Ouest : une évaluation des menaces », Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, juillet 2009.

[25] « Murdered GBissau General Found 200 kilos of cocaine: Officer », Agence France-Presse, 5 mars 2009.

[26] Marco Vernaschi, « Guinea-Bissau: Colombian Cement », Pulitzer Center on Crisis Reporting, 24 juin 2009.

[27] Cécile Sow, « Le jet, la coke et les militaires », *Jeune Afrique,* 9 septembre 2008.

[28] *Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau*, Rapport Afrique de Crisis Group no 183 (Bruxelles : International Crisis Group, janvier 2012), 24.

[29] *Rapport du Secrétaire général sur le rétablissement de l'ordre constitutionnel en Guinée-Bissau* (document de l'ONU S/2012/887, 27 novembre 2012), 8.

[30] Le tableau ne comprend pas les saisies de moins de 10 kg de cocaïne. Valeurs calculées avec un prix de cocaïne en vrac en Europe de 52 000 USD (conformément aux estimations du *Rapport mondial sur les drogues* 2011 [Vienne : Office des Nations Unies sur la drogue et le crime, 2011], 114) et un prix de cocaïne en vrac en Guinée-Bissau de 16 000 USD (conformément à la moyenne des prix figurant dans *Au-delà des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau, 23,* note de bas de page no 185 et un acte d'accusation américain concernant Manuel Mamadi Mané, trafiquant de cocaïne bissau-guinéen présumé passé en jugement à New York. Mané a été enregistré par des enquêteurs infiltrés se faisant passer pour des trafiquants de drogue acceptant d'acheter de la cocaïne à Bissau à un prix de 14 000 euros par kilogramme).

[31] *Au-déla des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau,* 26. « Possibilities and Pitfalls following President's Death », IRIN, 20 janvier 2012.

[32] « Guiné-Bissau: Reabilitação de Bubo Na Tchuto para reduzir tensões nas FA », *África Monitor*, 10 octobre 2012, disponible sur <http://www.africamonitor.net/?p=307>.

[33] Chris Hawley, « South American Gangs Flying Vast Quantities of Cocaine to Europe », *The Guardian*, 15 novembre 2010. Tim Gaynor et Tiemoko Diallo, « Al Qaeda Linked to Rogue Aviation Network », Reuters, 13 janvier 2010.

[34] Francesc Relea, « El 'narco' se instala en Guinea-Bissau », *El País*, 22 mars 2009.

[35] Les informations du registre de l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis sont disponibles sur <http://registry.faa.gov/aircraftinquiry/NNum_Results.aspx?NNumbertxt=351SE>.

[36] Voir registres de la Chambre de commerce du Delaware, disponibles sur <http://de.chamberocommerce.com/member/12555997/Aulgur_Whittington_2979_Barley_Mill_Rd_Yorklyn_DE_19736>.

[37] Sow.

[38] « Mystery Jet Update: Malian 727 ».

[39] « Drugs seized in Barcelona were not shipped from Cape Verde, according to Judiciary Police », *ASemana*, 10 janvier 2011.

[40] Les informations du registre de l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis sont disponibles sur <http://registry.faa.gov/aircraftinquiry/NNum_Results.aspx?NNumbertxt=600AM>.

[41] Les informations relatives à l'enregistrement « Secure Aviation » sont disponibles sur <http://flightaware.com/resources/registration/N600AM>.

[42] Elyssa Pachico, « Argentine 'Narco Jet' Trial Leaves Many Questions Unanswered », InSightCrime, 9 janvier 2013.

[43] Lars Rudebeck, *On Democracy's Sustainability: Transition in Guinea-Bissau,* Sida Studies no 4 (Stockholm : Agence suédoise de développement international [SIDA], 2001), 29. Embaló, 266.

[44] IRIN, 2004.

[45] « Dirigente do Maior Partido de Oposição Processado Após Chamar 'Líder Violento' a Kumba Ialá », Lusa, 15 octobre 2012.

[46] Paul Collier, « Ethnic Diversity: An Economic Analysis », *Economic Policy 18*, no 2 (avril 2011).

[47] Alexander K.D. Frempong, « The Internal and Regional Dynamics of The Cycle of War and Peace in Guinea-Bissau » (allocution prononcée au Colloque international du CODESRIA, la Lusophonie en Afrique : histoire, démocratie et intégration, 28-30 avril 2005, Luanda [Angola]), 25-28. Kovsted et Tarp, 13.

[48] *Beyond Turf Wars: Managing the Post-Coup Transition in Guinea-Bissau*, Crisis Group Africa Report no 190 (Bruxelles : International Crisis Group, août 2012).

[49] « Stanley Ho's Geocapital Enters Guinea-Bissau Finance Sector », Macauhub.com, 23 juillet 2007, disponible sur <http://www.macauhub.com.mo/en/2007/07/23/3413/>.

[50] Isabel Pinto Machado, « Angola / Guine-Bissau, bauxite, negocios, dolares », RFI, 3 décembre 2012.

[51] Evan Osnos, « The God of Gamblers », *The New Yorker*, 9 avril 2012.

[52] Loro Horta, « Guinea-Bissau: China Sees a Risk Worth Taking », Center for Strategic and International Studies, 5 octobre 2007, disponible sur <http://csis.org/story/guinea-bissau-china-sees-risk-worth-taking>.

[53] Kit Dawnay, « Banking Loopholes Between Gambia and Hong Kong », *Current Intelligence*, 30 mai 2012, disponible sur <http://www.currentintelligence.net/analysis/2012/5/30/banking-loopholes-between-gambia-and-hong-kong.html>.

[54] *Au-déla des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau*.

[55] Monty Marshall, *Fragility, Instability, and the Failure of States: Assessing Sources of Systemic Risk*, document de travail du Center for Preventive Action (New York : Council on Foreign Relations, octobre 2008).

[56] « The 2012 Failed States Index », *Foreign Policy* et le Fonds pour la paix, 2012, disponible sur <http://www.foreignpolicy.com/failed_states_index_2012_interactive>.

[57] « U.S. Declares Lebanese Bank a Major Money Launderer », Associated Press, 11 février 2011.

[58] « President sacks transport minister over mysterious plane filled with cocaine », Panapress, 5 août 2008. Foday Morris Ceesay, « Interpol Helps Sierra Leone Police Discover A 40 Foot Container Stuffed with Cocaine », *Sierra Leone Daily Mail*, 17 décembre 2011.

[59] « West Africa 2012 ATS Situation Report », Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, juin 2012.

[60] Comfort Oseghale, « Shocker: Illegal Drug Factories Flourish in Nigéria », *Punch,* 12 janvier 2013.

[61] Graham Keeley et Paul Lewis, « The West African Connection: Drug Barons Find New Route on to the Streets of Britain », *The Guardian*, 26 août 2008. « Le trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest : une menace pour la stabilité et le développement (avec référence spéciale à la Guinée-Bissau) », Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, décembre 2007.

[62] « The Transatlantic Cocaine Market », Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, avril 2011. « The Global Afghan Opium Trade », Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, juillet 2011. « West Africa 2012 ATS Situation Report ».

[63] « Mali seizes 750 kg cocaine », Reuters, 4 janvier 2008.

[64] Wolfram Lacher, *Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara*, Carnegie Papers (Washington [DC] : Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2012). « Panel 1 – Clarifying the Forces of Instability in Northern Mali », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 6 février 2013, disponible sur <http://africacenter.org/2013/02/video-priorities-for-stabilizing-mali-panel-discussions-at-acss/>.

[65] *The Globalization of Crime: A Transnational Organized Crime Threat Assessment* (Vienne : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2010), 34-36.

[66] Davin O'Regan, *Cocaïne et instabilité en Afrique : enseignements tirés de l'Amérique latine et de la Caraïbe*, Bulletin de la sécurité africaine no 5 (Washington [DC] : National Defense University Press, juillet 2010).

[67] Francisco E. Thoumi, *Political Economy &Illegal Drugs in Colombia* (Boulder : Lynne Rienner Publishers, 1995).

[68] Pour plus d'informations sur les processus de réforme politique et constitutionnelle, voir « Roteiro das organizacoes da Sociedade Civil para o Periodo de Transicao Politica », Organizações da Sociedade Civil, 14 mars 2013, disponible sur <http://www.casadosdireitos-guinebissau.org/2013/03/organizacoes-da-sociedade-civil.html>.

[69] « Constitutionnalisation de l'exploitation des ressources naturelles : « Réformer est toujours difficile. Chaque changement affecte des intérêts constitués », déclare le Pr Mamoudou Gazibo », *Niger Diaspora*, 25 janvier 2011, disponible sur <http://www.nigerdiaspora.info/index.php/item/13136-constitutionnalisation-de-lexploitation-des-ressources-naturelles--re%CC%81former-est-toujours-difficile-chaque-changement-affecte-des-inte%CC%81re%CC%82ts-constitue%CC%81s-de%CC%81clare-pr-mamoudou-gazibo>.

[70] *Roots of Conflicts in Guinea-Bissau: The Voice of the People* (Bissau : Voz di Paz et Interpeace, août 2010), 32-36 et 54-58.

[71] Mathurin Houngnikpo, *Armée africaines : chaînon manquant des transitions démocratiques*, Bulletin de la sécurité africaine no 17 (Washington [DC] : National Defense University Press, janvier 2012).

[72] Dan Rice et Guy Fillepi, « One Cell Phone at a Time: Countering Corruption in Afghanistan », *Small Wars Journal*, 2 septembre 2010, disponible sur <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/527-rice.pdf>. Geoffrey Wong, « Can Mobile Phone Technology Help Address ANSF Abstenteeism? » Security Sector Reform Resource Centre, 2 novembre 2010, disponible sur <http://www.ssrresourcecentre.org/2010/11/02/can-mobile-phone-technology-help-address-ansf-absenteeism/>.

[73] « M-Commerce in Sub Saharan Africa », Ericsson Incorporated, août 2012, disponible sur <http://www.ericsson.com/res/docs/2012/consumerlab/m-commerce_sub_saharan_africa.pdf>.

[74] « DR Congo Banking on Wage Revolution for State Workers », Agence France-Presse, 13 avril 2013.

[75] Tomislav Z. Ruby et Douglas Gibler, « US Professional Military Education and Democratization Abroad », *European Journal of International Relations 20*, no 10 (2010).

[76] « Ex-Chefe de segurança de António Indjai em greve de fome », Portuguese News Network, 11 février 2013, disponible sur <http://www.bissaudigital.com/noticias.php?noticia=2000331405>.

[77] Houngnikpo.

[78] Zoltan Barany, *The Soldier and the Changing State: Building Democratic Armies in Africa, Asia, Europe, and the Americas* (Princeton : Princeton University Press, 2012). Peter Albrecht et Paul Jackson, *Security Sector Reform in Sierra Leone 1997-2007: Views from the Front Line* (Genève : Geneva Centre for the Democratic Control of the Armed Forces, 2010).

[79] « Fishermen Turn to Trafficking as Fish Profits Drop », IRIN, 29 juillet 2008.

[80] *Au-déla des compromis : les perspectives de réforme en Guinée-Bissau*, 24-25.

[81] « Novo governo e alargamento à CPLP de força de estabilização em perspetiva », *África Monitor*, 9 mars 2012, disponible sur <http://www.africamonitor.net/?p=287>. *Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau* (document de l'ONU S/2010/335, 24 juin 2010), 11.

[82] Morris Panner et Adriana Beltrán, « Battling Organized Crime in Guatemala », *Americas Quarterly*, automne 2010.

[83] *Police Reform in Guatemala: Obstacles and Opportunities*, Latin America Report no 43 (Bruxelles : International Crisis Group, juillet 2012). *Guatemala: Squeezed Between Crime and Impunity*, Latin America Report no 33 (Bruxelles : International Crisis Group, juin 2010). « Commissioner Presents CICIG's 2012-13 Work Plan at UN Headquarters », Commission internationale contre l'impunité au Guatemala, 6 septembre 2012, disponible sur <http://cicig.org/index.php?mact=News,cntnt01,detail,0&cntnt01articleid=237&cntnt01returnid=105>.

[84] Andrew Hudson et Alexandra W. Taylor, « The International Commission against Impunity in Guatemala: A New Model for International Criminal Justice Mechanisms », *Journal of International Criminal Justice* 8, no 1 (mars 2010).

[85] « Crise política revela interesse internacional na Guiné-Bissau », Deutsche Welle, 9 septembre 2012.

[86] « All at Sea Over Drugs », Africa Confidential, 10 mai 2013.

[87] *Rapport de la mission conjointe d'évaluation CÉDÉAO/UA/CPLP/UE/UN en Guinée-Bissau* (Addis-Abeba : Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, 23 mars 2013).

À propos des auteurs

Davin O'Regan est chercheur adjoint au Centre d'études stratégiques de l'Afrique. Il peut être contacté à l'adresse courriel suivante : oregand@ndu.edu.

Peter Thompson est médiateur à la Commission de la réconciliation nationale créée par l'Assemblée nationale populaire de Guinée-Bissau. Il est aussi coordinateur du groupe parlementaire multipartite pour la Guinée-Bissau au Parlement britannique et a mené sa mission d'observation pendant les élections présidentielles bissau-guinéennes en 2012. Il peut être contacté à l'adresse courriel suivante : peter.thompson@guineabissau.org.uk.

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

National Defense University
300 Fifth Avenue, Building 21
Fort Lesley J. McNair
Washington, D.C. 20319-5066
Tél: + 1 202 685 7300
Site Internet : http://fr.africacenter.org

BUREAU RÉGIONAL DU CESA, L'AFRIQUE DE L'EST

Directeur régional: Brad Anderson
Ambassade des États-Unis
Rue Entoto
P.O. Box 1014
Addis Abeba, Éthiopie
Tél: +251 11 130 6683

BUREAT RÉGIONAL DU CESA, L'AFRIQUE DE L'OUEST

Directeur régional: Gerald Lefler
Petit Ngor
B.P. 49
Dakar, Sénégal
Tél: +221 33 869 6158

PAPIERS DE RECHERCHE DU CENTRE DE L'AFRIQUE

Directeur de la recherché : Joseph Siegle, Ph.D.
Tél: +1 202 685 6808
Courriel: Sieglej@ndu.edu

CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE
National Defense University
300 Fifth Avenue, Building 21
Fort Lesley J. McNair
Washington, D.C. 20319-5066
Tél: + 1 202 685 7300
Site Internet : http://fr.africacenter.org